

Faculté des Lettres et  
Sciences humaines.

Université de LYON.

LA POLITIQUE INDIGENE  
DE LYAUTEY.

-----



Mémoire secondaire soutenu  
auprès de Monsieur Fugier.

-----

*Maria BIEN*

Octobre 1965.

Madame Monique FORIN.

Introduction.

=====

La carrière du Maréchal Lyautey est transparente et il n'y a guère de points laissés dans l'ombre.

C'est en effet, par ses écrits, ses rapports, ses discours et, surtout ses lettres qu'il nous est connu. Toujours surmené dès qu'il était hors de France, il a cependant trouvé le temps d'écrire et, il a su conserver le double de tout ce qu'il écrivait et l'a publié lui-même. Nous serons appelés à utiliser et à citer de larges extraits de ses écrits car il a formulé de façon très nette sa politique indigène.

Son expérience coloniale décrit une courbe ascendante de 1894 à 1925, en passant par le Tonkin, Madagascar, le Sud-Oranais et enfin le Maroc : nous serons donc amenés à retracer les cadres où s'est exercé l'action de Lyautey et à élargir ainsi notre investigation.

On a beaucoup écrit sur la politique de Lyautey. Pour notre part, nous allons essayer de montrer comment dans sa vie de colonial tardif, il a été amené à élaborer progressivement une politique personnelle de colonisation sous la direction de Galliéni au Tonkin et à Madagascar, puis seul au Sud-Oranais et au Maroc, et, et quelles sont les composantes de cette politique (ses principes, ses méthodes et ses buts). Nous tenterons en dernier lieu de dresser un bilan de la réussite de sa politique indigène, mais au départ il est impossible de la

comprendre sans retracer ses origines familiales  
et leurs conséquences, ainsi que les influences  
subies au contact des fortes personnalités rencontrées  
dans la vie de pré-colonial.

-o-o-o-o-o-o-o-o-

Première Partie.  
=====

La formation de Lyautey.  
=====

- I) - Ses origines familiales.
- 2) - Du rôle social de l'officier.
- 3) - La politique coloniale française  
à la fin du XIXème siècle.

-----

Première Partie = La formation de Lyautey.  
 =====

I) - Ses origines familiales.

Lyautey naquit à Nancy en 1854. Lorrain de naissance et de coeur, il resta très attaché à sa province.

Son père était ingénieur des Ponts et Chaussées : Lyautey trouva dans sa famille paternelle une hérédité d'administrateur et de soldat. Il en garda le respect de l'autorité, des traditions, son besoin d'action et son dévouement intransigeant à l'État.

De sa mère, Lyautey conserva toute sa vie le goût des choses de l'esprit, d'une vie sociale raffinée et un certain libéralisme assez aristocratique qui le porta toutefois à comprendre le peuple.

Ces deux influences formèrent chez Lyautey une conception personnelle de l'"homme complet", éloigné du "soudard imbécile et de l'intellectuel rachitique". "Je revois dans un musée de Florence, un petit tableau du peintre Bronzino : c'est un jeune seigneur beau comme un antique, d'une main il s'appuie sur son épée, de l'autre il tient un livre ouvert. Je l'ai bien souvent salué : c'est l'homme complet". (I) Toute sa vie, il resta ennemi des castes, des spécialisations, des contraintes.

-----  
 (I) - Paroles d'Action - Commandement de la division d'Oran, page 51.

Sa sensibilité et son impulsivité, autre aspect de sa personnalité, s'expliquaient par une longue maladie d'enfant et, l'influence prise à ce moment par les femmes de sa famille, non seulement sa mère, mais ses tantes, la soeur de sa mère - Berthe De Grimoult de Villemotte - royaliste - et la seconde soeur de son père Madame Menans : catholique militante, royaliste de teinte légétimiste.

Les opinions politiques de son milieu furent déterminantes : opinion royaliste légétimiste de sa famille ~~maternelle~~ maternelle; orléaniste dans sa famille paternelle, le tout baigné par la violence des luttes politiques de l'époque. Lyautey n'aima jamais la République et son régime parlementaire; il ne l'estima que dans la mesure où elle resta conservatrice et donna à la France un Empire Colonial. Il voulait une société où l'ordre politique et social fût fondé sur la hiérarchie, les traditions, la propriété individuelle. Malgré son sincère souci d'action sociale, il respectait trop les hiérarchies pour admettre le socialisme et s'orientait surtout vers une sorte de paternalisme. Ce désir d'action sociale ne lui vint pas de ses origines familiales, mais des influences subies lors de sa formation intellectuelle.

2) - Le désir "d'action sociale" : Du rôle Social de l'Officier.

En 1873, Lyautey fut reçu à Saint-Cyr, qui le déçut un peu. Il avait besoin de générosité et d'enthousiasme, il y rencontra une placidité et un certain caporalisme qui l'exaspérèrent. Cependant, c'est à ce moment qu'il fit une des rencontres humaines décisives de sa vie : celle du capitaine Albert De Mun. "Le devoir, disait A. de Mun, est de gagner par l'exemple et par la politique du dévouement les âmes populaires".

Cette direction, celle d'une réforme sociale par le catholicisme, correspondait parfaitement à celle de Lyautey. Toute sa vie sera axée sur l'idée d'un devoir social à accomplir.

"Faire prédominer sur tous les autres le devoir social, le devoir d'arracher ce pays à la décomposition et à la ruine" (I).

"Je n'aurais jamais fait le Maroc comme je l'ai fait si je n'avais jamais rencontré Albert De Mun", disait-il plus tard. Sa fameuse politique indigène s'inspirera toujours de l'idée que la persuasion est préférable à la force pour conquérir les hommes, qu'il faut comprendre leurs raisons, sauvegarder leurs coutumes : c'est toujours du rôle social.

-----

(I) - Lyautey. Lettres de Madagascar. Tome II, page 151.

De même chrétien fervent dans sa jeunesse, il essaya de faire coïncider religion personnelle et action sociale, mais durant sa vie active il ne professa plus sans être hostile. Mais à chaque pas de sa vie d'homme d'action, on va retrouver cette formule sans cesse employée : "J'ose dire que dans toute ma carrière coloniale la conception qui a toujours commandé mon action a été la "sociale".

En sortant de Saint-Cyr, Lyautey entra à l'école d'Etat-Major à Paris, puis fit un stage dans un régiment de cavalerie à Chateaudun et, versé dans la cavalerie, il partit avec son régiment de hussards pour l'Algérie où il passa deux ans. Avant de quitter l'Algérie, il fut promu capitaine et revient en France en 1882, comme capitaine du 4ème régiment de chasseurs.

C'est à cette époque qu'il se rallia à la République, de fait, non de doctrine comme beaucoup de conservateurs Français du moment. Ce monarchiste passionné qui fit un pieux pèlerinage à Goritz pour voir "le roi de France", fut surpris et déçu de découvrir qu'à Rome Léon XIII était républicain. Il le devint à son tour et fut amené à collaborer avec presque tous les hommes politiques de la IIIème République. Toutefois, il essaya dans sa jeunesse de rapprocher les contraires et entra dans l'"Union pour la vérité", de Paul Desjardins, dont toute étiquette était bannie. Là il fit une seconde rencontre tout aussi importante que celle d'Albert De Mun : celle du comte Melchior de Vogüé,

académicien.

En 1881, De Vogüé, emballé par les méthodes de Lyautey (organisation nouvelle de son escadron) lui demanda de lui préparer des mots afin d'écrire à ce sujet un article dans la "Revue des deux Mondes". De Vogüé publia son rapport tel quel. L'article "Du rôle social de l'officier dans le service militaire universel" parut sans signature mais une indiscretion révéla le nom de Lyautey.

Il estimait que l'officier était un des cadres les mieux placés pour exercer une action sociale et exprimait à partir de là une série d'idées nouvelles et courageuses. Cet article lui valut des inimités mais aussi des amitiés nouvelles : Henri Bérenger, président de l'Association des Etudiants, les frères Lazard, Victor Béraud, Max Leclerc, le Pasteur Wagner. Lyautey dont les attaches familiales étaient très fortes dans le parti de la résistance se trouva tout à coup à la tête du parti du mouvement.

Mais à ce moment, au milieu des différentes polémiques, Lyautey nommé commandant à Gray, puis Chef d'Etat-Major à la 7ème Division de Cavalerie de Meaux, vécut les heures peut-être les plus pénibles de son existence. Il était écoeuré par la stérilité confortable de sa vie, par la bureaucratie militaire et, en général, par tout la vie militaire de la métropole : la hiérarchie dont on gravit lentement les échelons, en observant l'immuable règlement. A la lecture des lettres de Lyautey,

on est frappé par la violence de son ressentiment contre les bureaux, par tout ce qui touche au fonctionnaire, au règlement, au conformisme, au préjugé.

Et cette rancune ne le quitta jamais, même quand il eût trouvé sa voie. Il écrivit dans la préface de ses lettres à Rabat en 1919 "la force des routines, le poids des rouages administratifs et, avant tout la puissance des organismes métropolitains auxquels un chef se heurte, n'ont pas de limites. Pour en venir à bout, il faudrait toute une évolution, voir/une Révolution dans les moeurs, dans la législation, dans l'orientation et l'esprit d'administration, vieillies mais jaloux de leurs formules et de leurs prérogatives".

Or, en Octobre 1894, après 20 ans de carrière régulière en France, une autre vie s'ouvrait pour Lyautey : il fut nommé à l'Etat-Major du Corps d'occupation du Tonkin. Il ne s'y attendait pas et pensait partir pour peu de temps. En réalité, sa carrière coloniale commençait. Elle le conduisit du Tonkin au Maroc, en passant par Madagascar et le Sud-Oranais; elle vit l'élaboration et l'épanouissement final d'une politique indigène. Cette politique dans la ligne des grands militaires tels Bugeaud, Faidherbe, Galliéni, fut aussi fortement marquée par la personnalité de Lyautey. Il est impossible d'en retracer les différentes étapes sans parler du contexte général de la vie politique coloniale de France.

3) - La politique coloniale française au XIXème siècle.

Lyautey se plaignit tout au long de sa carrière coloniale de l'indifférence de l'opinion française à l'égard de nos possessions extérieures, voir même d'une franche hostilité.

Au XIXème siècle, la France pratiqua une politique coloniale de prestige : ainsi, on ne se demandait guère comme en Grande-Bretagne, si les colonies étaient rentables, on les destinait à lui disputer la maîtrise des mers et à affirmer en face du monde la grandeur française. L'opinion en France était hostile aux expéditions coloniales, plutôt onéreuses, (4/5ème des budgets de frais militaires) et portée à la revanche après 1870. Mais des hommes nouveaux, des intellectuels, des hommes de cabinet, des fonctionnaires voulant prouver en littérature que la politique de la France n'était pas déchuée, s'efforcèrent de convaincre les milieux économiques, (Leroy-Beaulieu par exemple). Les sociétés de géographie jouèrent un grand rôle et, à partir de 1890, malgré l'opposition et la polémique socialiste, l'opinion changea un peu.

Ce revirement était dû surtout à l'action de nombreux comités et ligues - Comité de l'Afrique Française : 1890, Union Coloniale (1894) - et la formation d'une armée coloniale de métier fit disparaître - après 1900 - la crainte de voir les recrues partir outre-mer.

D'ailleurs, la colonisation commençait à devenir payante. Toutefois, Lyautey déplora toujours amèrement une absence d'intérêt et de passion pour les oeuvres coloniales; à ce point de vue, il ne cessa pas d'admirer les Anglais - tout en les critiquant - : "Ils ont un personnel, nous n'en avons pas. Il y a chez eux une école, une doctrine, une méthode coloniale, basées sur l'expérience, d'où sont dérivés les principes essentiellement souples et élastiques dans l'application, laissant à chacun le soin des détails, la large initiative, la latitude de varier les formes à l'infini. Chez nous, pas d'école coloniale, pas de principes, autant de méthodes que de personnes, et, surtout quelles personnes"! ... (I).

Tout au long de sa carrière coloniale, ce fut la même diatribe, la même rancœur. Sa carrière fut marquée par l'influence d'un homme à la personnalité tout aussi forte que la sienne : le Général Galliéni. C'est au Tonkin que sous la direction de Galliéni, Lyautey fit ses premières expériences coloniales, et à Madagascar, où il commença d'agir par lui-même. Puis le Sud-Oranais et surtout le Maroc, furent les champs d'application des méthodes apprises de son chef et de la politique indigène qu'il fut amené peu à peu à concevoir.

-----

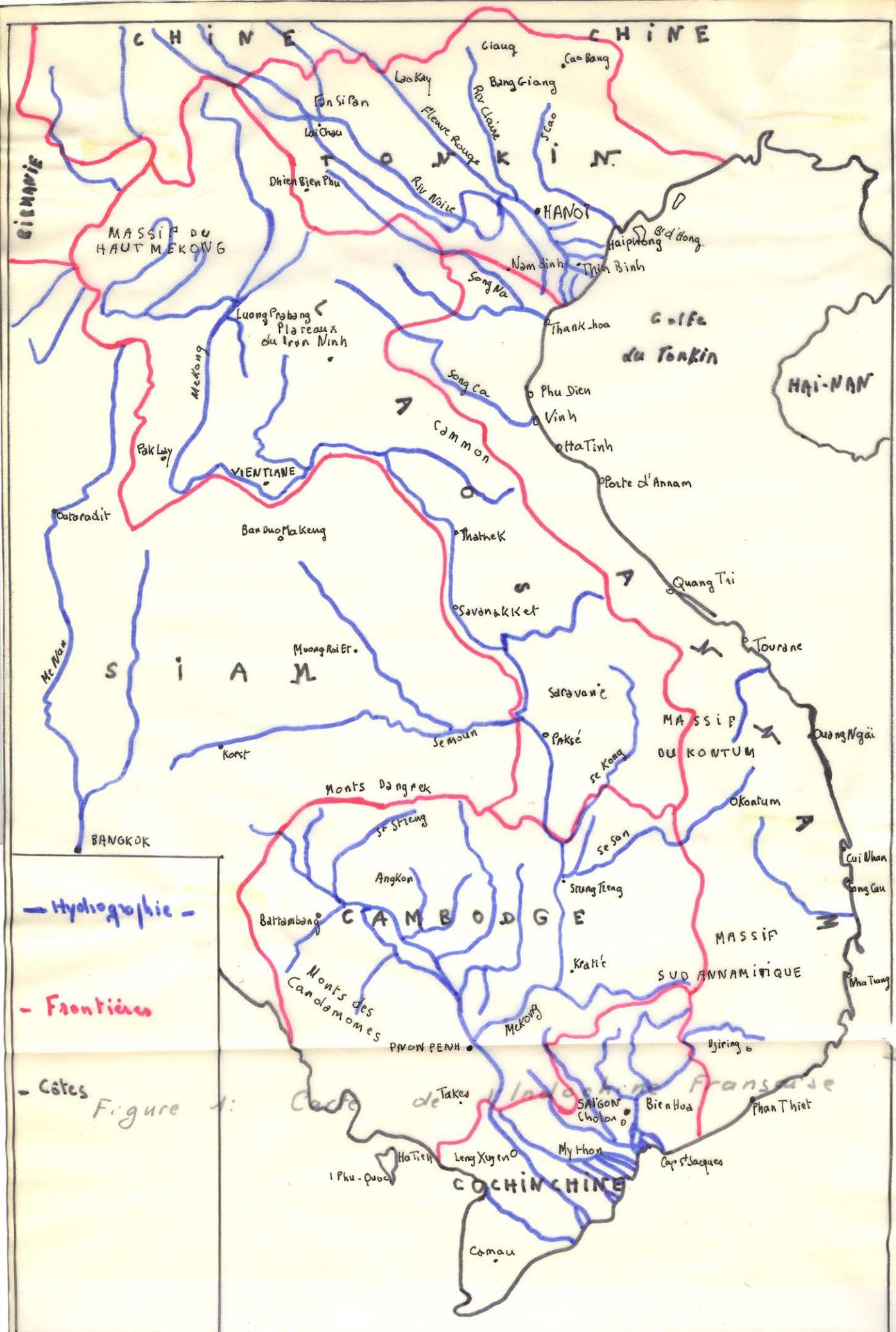
(I) - Maréchal Lyautey - Lettres du Tonkin, tome I - page 47.

Seconde Partie :

Lyautey à l'école de Galliéni.

-----

- I) - Le Tonkin.
- 2) - L'expérience Malgache.



- Hydrographie -

- Frontières

- Côtes

Figure 1:

Carte de l'Indochine Française

les Pavillons Noirs. En 1876, l'Annam, pour échapper à la France, reconnut la suzeraineté de la Chine (à ce moment, en France, arrivée au pouvoir des Républicains).

En 1882, une nouvelle expédition, commandée par Rivière reprit Hanoi mais se fit anéantir. Toutefois, en 1883, l'Annam dut accepter le Protectorat Français, ce qui déclencha une guerre de deux ans avec la Chine, terminée par le traité de Tien-Tsin en 1885, où la Chine reconnut les accords passés entre la France et l'Annam.

b) - Les problèmes posés par le Tonkin à l'arrivée de Lyautey.

Le Tonkin était alors divisé en 5 territoires :

- le premier était le delta avec II millions d'hommes, une administration civile et une population Annamite de paisibles agriculteurs, facile à gouverner.
- les 4 autres comprenaient un million d'habitants, guerriers de deux races différentes : les Thos dans la vallée supérieure du Fleuve Rouge et les Mans, dans les sommets montagneux, avec le même régime administratif que les territoires militaires d'Algérie, divisés en cercles commandés par des officiers supérieurs, avec un colonel muni d'une autorité importante. En 1892, le colonel Galliéni fut nommé au commandement du 2ème territoire Militaire, touchant à la province chinoise des Kouang-SI. La situation, dans son ensemble n'était pas rassurante.

Le Tonkin était alors une grosse source de problèmes, car le vieux parti annamite y entretenait des pirates, les fameux Pavillons Noirs, au point qu'une partie de l'opinion française en était venue à réclamer l'évacuation de la nouvelle Colonie.

En principe, le Tonkin était un protectorat, mais il aurait fallu y mener au moins une politique continue. Or, cinq gouverneurs s'y succédèrent avec chacun des conceptions différentes de leur rôle. Du coup, les Mandarins dépossédés firent preuve d'une hostilité farouche et, de nouveaux impôts s'abattirent sur la population afin de payer les fonctionnaires chargés de l'administration directe de la colonie.

La situation militaire n'était guère plus brillante. Les régions frontières étaient organisées en "Territoires militaires", administrés par des officiers supérieurs Français, dont la tâche était de réprimer la piraterie. Le plus grave était que les autorités Chinoises voisines, se rendaient complices des pirates, en leur donnant asile sur le territoire chinois, après le pillage et, en leur permettant de troquer leur butin contre des armes, des munitions, de l'opium. En conséquence, ce n'était que villages pillés, convois de marchands détroussés, Européens mis à mort ou enlevés. Les populations des territoires montagneux, soit faisaient cause commune avec les pirates, soit se réfugiaient dans les zones les plus accessibles de la montagne, abandonnant les terres cultivables.

Lyautey se trouva lui aussi, face à ces problèmes; deux personnes allaient lui proposer, lui expliquer successivement leurs méthodes et donner un tournant décisif, non seulement à sa carrière, mais à sa vie : le Gouverneur général de l'Indochine : Monsieur De Lanessan et le Colonel Galliéni.

c) - Les bases de la politique coloniale de Lyautey.

Elles lui furent données, tout d'abord par Monsieur De Lanessan. Le contact fut rapide et positif entre les deux hommes et, Lyautey s'inspira à la lettre de ces principes nouveaux pour lui. Quels-étaient-ils ?

- L'organisation administrative d'un pays doit être en rapport avec la nature de ce pays, de ses habitants et, du but que l'on se propose.

"Nous avons une fâcheuse tendance à considérer nos moeurs, nos coutumes, notre organisation familiale et sociale, comme la plus haute expression de la sagesse et de la morale humaine et, nous n'avons pas de préoccupations plus vives que de les installer partout où nous plantons notre drapeau, ne tenant compte ni des différences de races, ni de la diversité des milieux.

Les colonisateurs Français ont transporté partout la paperasse administrative, l'infinie multiplicité des rouages gouvernementaux, l'encombrant et coûteux personnel de la France". (I).

-----

(I) - Monsieur de Lanessan - Principes de colonisation.

-Il ne faut surtout pas d'assimilation: "Si le peuple à coloniser était doté d'une organisation politique et administrative plus ou moins parfaite, il faudra non seulement la respecter, mais l'utiliser loyalement. Dans ce cas le Protectorat s'impose et, il doit être sincère et effectif".

- Il faut utiliser les chefs indigènes à cause de leur influence sur la population. Monsieur De Lanessan voulait une sincère politique de coopération, "une association des intérêts et des races". Il réintégra les mandarins dans leurs fonctions administratives, se refusant à voir en eux une aristocratie, car ces fonctions étaient - en théorie - accessibles aux gens instruits sans distinction d'origine. Il leur confia la charge de restaurer l'ordre et la paix dans le delta avec leur police indigène et, une fois ce résultat obtenu, la province fut placée sous une administration civile.

Se servir des anciens cadres dirigeants pour pacifier au lieu de les dissoudre, pallier ainsi la difficulté qui consiste à être et à demeurer une infime minorité, "gouverner avec le mandarin, non contre le mandarin", "faire du protectorat et non de l'administration directe", "Toutes nos colonies sont sans exception de pauvres phthisiques sucées, catalepsiées, tuées par l'administration directe", voici les formules percutantes que Lyautey en retira et qu'il n'oublia pas.

Mais dans le cas d'un protectorat, il ne faut pas

qu'à côté de l'administration indigène conservée, se juxtapose une administration française, prétexte à traitements, dont le plus clair résultat consiste à faire payer à l'indigène, deux administrations complètes. De plus, deux institutions s'avèrent essentielles à une colonie, selon Lyautey : "le libre échange et peu de gendarmes", enfin "il faut à une colonie naissante un proconsul qui puisse envoyer coucher la métropole et, à cela le régime parlementaire se prête mal". (1).

Lyautey adopta en bloc la doctrine de Monsieur De Lanessan car "c'est un système qui déplait aux militaires et aux fonctionnaires, puissant argument pour qu'il soit suivi". (2).

Nécessité d'un régime de protectorat, s'attirer la population, le respect des cadres indigènes et, surtout des cadres supérieurs, ces impératifs devinrent les siens. Le respect dû aux cadres supérieurs fut une de ses idées-forces; elle se révéla lors de son voyage en Annam, Cambodge et Cochinchine, lorsqu'il accompagna le gouverneur général en tournée d'inspection.

Devant le roi d'Annam, jeune éphèbe et 16 ans que l'on comparait déjà à un Néron, il remonta son atavisme, ses traditions d'enfance et de jeunesse, sa déférence d'ancien monarchiste passionné : "c'est la grande force

-----

(1) - Maréchal Lyautey - lettres du Tonkin page 43.

(2) - Maréchal Lyautey - Lettres du Tonkin page 72.

sociale de cet empire de 20 millions d'habitants, servons-nous en et n'énermons pas cette force puisque nous en tenons toutes les ficelles; persuadons-nous que ce n'est ni l'administration directe, ni la haute compétence technique des B..., des N... qui la remplaceront et ne fut-ce par conviction, honorons-~~XXXX~~ le par politique." Toute la philosophie du protectorat est là et, c'est pourquoi il ne fallait pas annexer Madagascar." (I).

Lyautey a pu constater par lui-même les effets de l'annexion pendant ses deux ans en Algérie, c'est une école qui "satisfait les caporaux, mais elle ne mène pas loin\$".

Ainsi Lyautey acquit au contact de Monsieur De Lanessan une doctrine de protectorat à laquelle il se tint durant toute sa carrière. Aussi il ressentit vivement le rappel de celui-ci en France (à cause d'un conflit sans importance avec le Ministère). Non seulement pour la question de personne, mais il estimait que cette révocation était inopportune dans ce pays où le pouvoir de la France était alors bien fragile. Par cet exemple se forma chez lui, une idée durable : celle de la valeur absolue de la stabilité du pouvoir.

Parallèlement avec cette doctrine de protectorat, s'exerçait la pacification menée par Galliéni.

= Le colonel Galliéni venait de faire ses armes au

-----

(I) - Maréchal Lyautey - Lettre du Tonkin page 81  
Tome II.

Soudan (1883). Au Tonkin, il comprit tout de suite qu'il fallait empêcher la population de faire cause commune avec les pirates, donc rechercher la cause de la piraterie qui était la peur. Ces paisibles paysans n'avaient guère le choix entre le pillage et la mort, ou la connivence avec les pirates. Son premier soin fut de leur prêter des armes - dont on tenait un compte rigoureux -; du coup, les rizières furent de nouveau cultivées. De plus, il estimait qu'au fur et à mesure de la pacification, le rôle du soldat en temps que belligérant devait céder la place au rôle de soldat administrateur.

Il avançait méthodiquement du Sud au Nord, soit en détruisant les bandes pirates, soit en les refoulant sur le territoire Chinois. Il fit construire le long de la frontière et, face aux forts chinois, des blockhaus, qui communiquaient entre eux par télégraphie optique : bonne façon de contrôler les autorités locales chinoises. En arrière des blockhaus se trouvait une ligne de postes importants. Chaque secteur était commandé par un capitaine. En même temps que se faisait l'occupation militaire, Galliéni faisait organiser le pays en rétablissant les autorités locales, en construisant des routes, des lignes télégraphiques et, par l'octroi de concessions aux Européens et aux Indigènes.

Son action était fondée sur ce principe : "La piraterie n'est pas un fait historique nécessaire, c'est le résultat d'un état économique, on peut la combattre

par la prospérité". Ainsi grâce aux mesures citées précédemment, Galliéni espérait que se formerait peu à peu une large zone dans laquelle la pacification et la civilisation devaient faire tâche d'huile. Toutes ses idées furent bientôt celles de Lyautey.

d) - Lyautey au Tonkin.

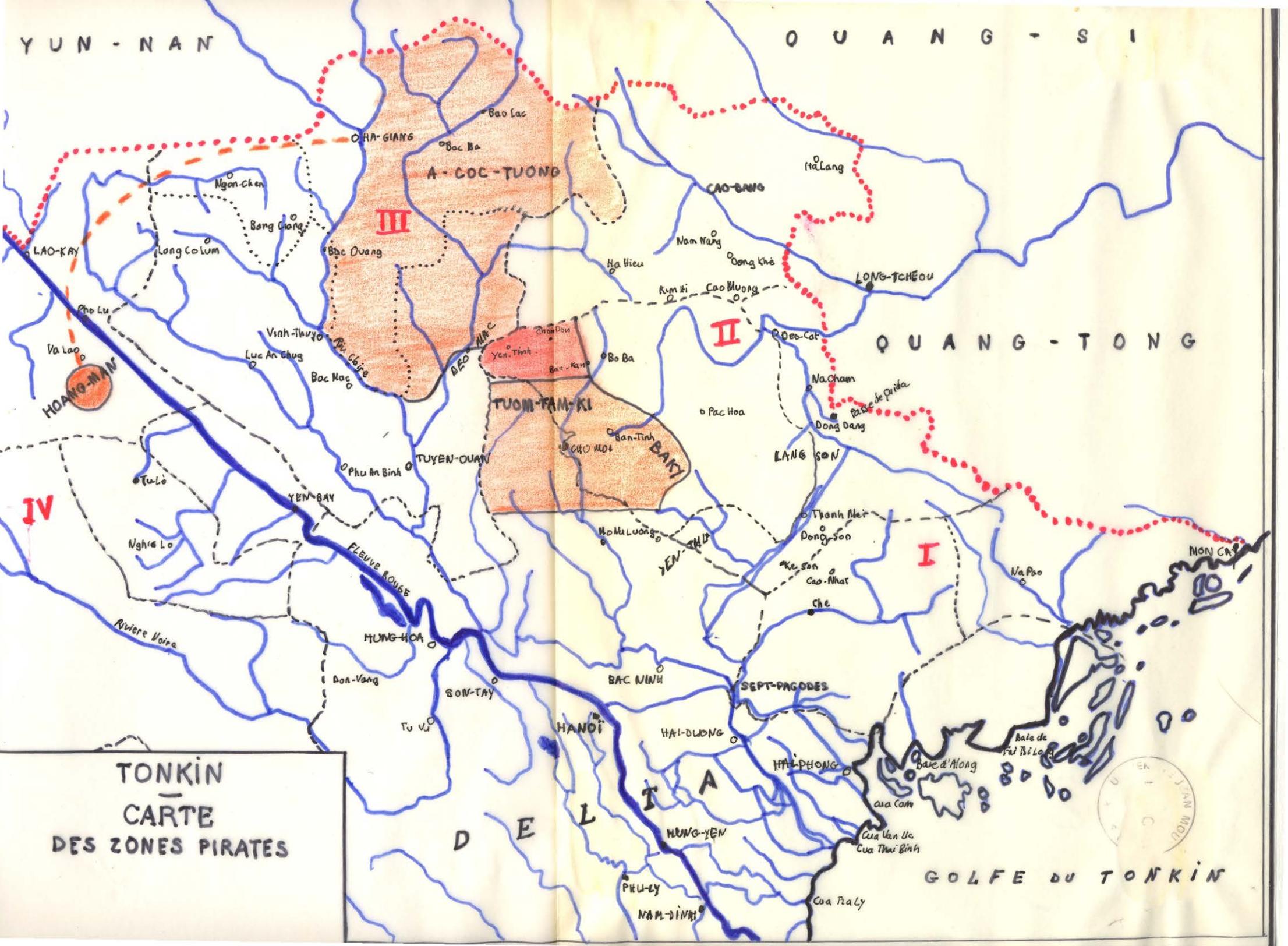
Lyautey était appelé pour remplacer un officier malade, chef de la 3ème section du Corps d'occupation (la 1ère section s'occupait des relations avec la métropole, la 2ème section traitait les affaires d'administration des 4 territoires militaires et dirigeait la lutte contre les Pirates). Bientôt Lyautey fut investi d'importantes responsabilités et, quand son intérim prit fin, Galliéni demanda qu'il lui fût adjoint pour une tournée de reconnaissance et d'inspection.

C'est au cours de cette tournée que Lyautey comprit la tactique de Galliéni : pas d'attaques directes contre des bandes insaisissables qui fuyaient dans les marais ou dans les forêts, mais des colonnes convergentes pour les cerner; puis, dès qu'une région était nettoyée, une ligne de postes, de villages armés, et l'indigène lui-même intéressé par la prospérité du pays voulait se défendre contre le pirate Chinois.

Quelle était la situation à ce moment là ? Les pirates du 4ème territoire, pacifié par Pennequin, non exterminés ou non passés en Chine, avaient été refoulés dans le 3ème territoire. On connaissait ainsi leurs repaires et, on pouvait les encercler par une ligne de

YUN - NAN

QUANG - SI



TONKIN  
CARTE  
DES ZONES PIRATES



GOLFE DU TONKIN

postes qui assuraient la sécurité du pays.

Ces pirates dépendaient d'un grand chef féodal A. Coe-Tuong, qui résidait près de la Chine d'où il tirait hommes et munitions. Cette zone d'insécurité était surveillée par trois postes français en attendant de pouvoir prendre l'offensive. A.Coe-Tuong approvisionnait les postes Français qui le laissaient vaquer à ses occupations.

D'autres chefs soumis et touchant une pension jouaient le même jeu : Baky, Luong-Tam-Ky et Hoang-Man, faisant de continuelles incursions dans le 4ème territoire. Il fallait les refouler et armer les villageois Mans. Comment ? Trois solutions étaient possibles :

- ne rien faire, escompter l'extinction de la piraterie d'elle-même, avec le développement croissant de la civilisation,
- une attaque générale,
- investir un à un leurs repaires.

Galliéni aurait préféré la deuxième solution, mais la saison n'était pas favorable et les effectifs nécessaires à une action d'ensemble non disponibles. Il opta pour la troisième et prit Lyautey comme chef d'Etat-Major, pour une opération militaire rendue nécessaire par la capture d'un fonctionnaire du service télégraphique par les pirates, et dont Baky exigeait une rançon. Trois colonnes devaient converger sur son repaire: le Te-Tuong. Lyautey était chargé de fournir aux troupes chaque jour 1500 Kg de riz, qu'il fallait amener de l'arrière car le pays abandonné,

n'en produisait pas. De plus, il fallait une réserve de 10 jours de vivres en cas d'imprévu.

Enfin Lyautey avait la vie dont il rêvait : il ne s'ennuyait plus : "Pourquoi y être venu si tard ? Pourquoi pas il y a dix ans ? Ce que j'aurais donné, Saint-Germain et Meaux pour dix ans de cette forte vie!"

Sa rencontre et ce premier apprentissage avec Galliéni furent déterminants. Leur compréhension mutuelle ne manque pas de nous étonner, si l'on songe à leurs différences : Galliéni élevé à la Flèche, de formation républicaine, très simple d'habitudes, un peu sec, Lyautey traditionnaliste aristocrate, passionné.

Mais Lyautey trouva et aima chez son supérieur ce dédain des abstractions de l'enseignement officiel et ce refus systématique de toute doctrine écrite. Il sut fixer les formules que lui inspirèrent les méthodes de Galliéni et, apprit de son chef une méthode de pénétration coloniale qui consistait "à couvrir le pays d'un réseau serré de secteurs à chacun desquels correspondent des unités militaires, une ou deux compagnies réparties en postes constituant autant de noyaux de réorganisation locale, sous la direction d'un personnel essentiellement dévoué et intègre formant ainsi une population provisoire à l'abri de laquelle se reconstituait la population réelle et la remise en exploitation du sol".

De même, Lyautey comprit les idées de Galliéni au sujet des pirates. "Il ne faut pas perdre de vue que le pirate est une plante qui ne pousse qu'en certains

terrains et que la méthode la plus sûre est de lui rendre le terrain réfractaire".

Ce qu'il admira le plus chez Galliéni et ce qu'il retiendra, ce fut le côté conservateur et constructeur de cette pénétration coloniale, dosage de force et de prestige, d'ascendant moral et de générosité agissante : "C'est le triomphe de la méthode Galliéni; administration et conquêtes connexes, celle-ci n'ayant d'autre but que celle-là; Il n'y a pas 24 heures qu'il a pris pied quelque part que les autorités indigènes sont convoquées, les services répartis et que l'organisation commence... Conquérant, explorateur, chef de guerre, il est l'antipode du caporal, je dirais presque du militaire dans la conception officielle et routinière de ce mot en France "(I).

Le travail militaire de sécurité trouvait un sens parce qu'en même temps, il protégeait le travail d'organisation civile, de sorte qu'avec la pacification avançait comme une tâche d'huile, une grande bande de civilisation. Cette organisation du terrain conquis était la grande idée de Galliéni et, ce fut la grande idée de Lyautey, le moteur de sa politique indigène.

D'ailleurs, les méthodes de Galliéni réussirent bien au Tonkin et, en 1895, la campagne du Colonel La Vallière dans le Haut-Tonkin, (selon un plan conçu par Lyautey) marqua la liquidation définitive de la grande piraterie et l'installation sur la frontière de Chine.

- Lyautey reprit son poste à Hanoï parmi les

-----  
(I) - Maréchal Lyautey. Lettres du Tonkin tome I.

paperasses. Puis le gouverneur général Monsieur Rousseau (le successeur de Monsieur De Lanessan) demanda qu'il soit détaché auprès de lui comme chef de cabinet militaire. Ce nouveau poste interdisait à Lyautey toute participation aux expéditions militaires, mais en compensation il allait avoir l'expérience de l'action d'ensemble.

Son domaine s'étendait sur l'administration militaire, la politique générale, le budget.

Les premiers mois, malgré les difficultés politiques, se révélèrent intéressants : il contrôlait l'administration des territoires militaires, préparait la campagne qui devait s'ouvrir l'hiver suivant et organisait la surveillance de la frontière délimitée entre la France et la Chine. Le "Lyautey" homme politique et diplomate s'éveilla à ce moment. Avec beaucoup de clairvoyance, il jugea la colonisation du Tonkin sous son angle politique : "Le Tonkin, c'est un affût d'où bondir les premiers sur notre part de l'immense fromage... Notre intérêt est de maintenir l'hydropique Chine dans un état semi-cômateur".

"Envisagé seul, le Tonkin est un leurre... mais l'ensemble de cette longue péninsule, jumelle de l'Inde est un empire à la Dupleix, autrement fécond, intéressant pour les lutes de l'avenir, pour les batailles commerciales de l'Europe occidentale, pour le "struggle" à livrer le jour où la Chine s'ouvrira, autrement que ce Madagascar aléatoire et isolé : avantage, dit-on, pas de voisins - mais pardon ! le voisin c'est le commerce et la raison

d'être des colonies".(1).

En effet, Madagascar devint la grosse question coloniale du moment. La situation étant grave, Galliéni venait d'y être appelé. Durant cette période, mal à l'aise avec les autres militaires, navré par l'idée de retourner en France et de redevenir un soldat de garnison, Lyautey découragé, fit une de ses plus sincères professions de foi, une de celles que sa vie n'a jamais démenti : "Je suis décidément un animal d'action : je l'avais bien toujours cru, les faits me l'ont enfin confirmé ... j'ai cru que les circonstances propices me mettaient enfin en selle pour faire du "Cecil Rhodisme" et, que peut-être, je laisserai ici-bas ma trace d'une oeuvre féconde et durable. J'ai cru que peut-être j'allais être un de ceux auxquels les hommes croient, dans les yeux desquels des milliers d'yeux cherchent l'ordre, à la voix et à la plume duquel les routes se r'ouvrent, des pays se repeuplent, des villes surgissent... Je sens que, hors de l'action productrice, impérative et immédiate je me ronge, je me corromps et que ces fonctions demeurent sans emploi".(2).

Mais le salut vint : en Novembre 1896, Galliéni demanda d'urgence Lyautey à Madagascar : Monsieur Rousseau étant alors malade, il obtint que le poste soit laissé libre jusqu'en Mars.

-----

- (1) - Maréchal Lyautey - lettres du Tonkin et de Madagascar - tome - page 223.  
 (2) - Maréchal Lyautey - Lettres du Tonkin et de Madagascar - tome : - page .

Il est intéressant de faire le bilan de l'expérience coloniale acquise par Lyautey au Tonkin.

Lyautey fit ici ses premières observations, ses premières expériences de vrai gouvernement, de diplomatie et une sérieuse étude des moeurs et des institutions indigènes. Il s'enrichit au contact de deux rencontres : celle de Monsieur De Lanessan et, surtout celle du colonel Galliéni.

Quand il partit en Janvier pour Madagascar (1897), il emporta les bases de sa politique indigène :

- une doctrine de protectorat avec le refus catégorique de toute assimilation,
- une philosophie de la colonisation : un impérialisme colonial qui est une vertu, une colonisation légitimée par ses bienfaits : un coup de fusil n'est admissible que s'il prélude à une paix féconde, bref, une bonne conscience fondée sur un idéal national et humanitaire.

Lyautey était sincère : il possédait la notion de la valeur absolue des institutions indigènes et, surtout ce que ne possédait pas le Résident général dont il parlait : "il est très intelligent, mais il ne fera jamais rien parce qu'il lui manque cette parcelle d'amour sans laquelle ne s'accomplit nulle grande oeuvre humaine".

- une méthode de pénétration coloniale : l'action combinée de la politique et de la force; selon une doctrine qui, de César à Galliéni en passant par Bugeaud n'a pas changé, le succès militaire, nécessaire,

n'est rien q'il n'est pas doublé par un travail simultané d'organisation et d'action politique. Cette dernière est capitale car, s'il y a moeurs et coutumes à respecter, il y a aussi des rivalités et des démêlés à utiliser. Le travail d'organisation, facteur économique et conditionné étroitement par la réussite au nom de l'action politique.

C'est donc avec une solide base de politique indigène que Lyautey partit pour Madagascar, à l'appel de Galliéni.

2) - L'expérience malgache.  
=====

a) - Madagascar et l'arrivée de Gallieni.

Avant l'installation française à Madagascar, la majeure partie de l'île était sous la domination des Hovas, peuple venu de Malaisie au XIVème siècle et établis sur le plateau central. Convertis en majorité au protestantisme par des missionnaires anglais, ils étaient à demi-civilisés; leur capitale : Tananarive comptait 50.000 habitants.

Depuis le début du XIXème siècle se jouait une lutte d'influence franco-anglaise autour des souverains hovas. La France avait d'abord eu l'avantage, sous la monarchie de Juillet, mais avait été supplantée par l'Angleterre. Les quelques Français installés dans l'île - surtout des négociants - étaient brimés par les Hovas d'où un premier conflit en 1880, vaguement suivi d'un traité de protectorat en 1884.

En 1890, une sorte de partage de zones d'influences eut lieu entre la France et l'Angleterre, reconnaissant leurs protectorats respectifs sur Madagascar et Zanzibar.

Mais, dès lors, on put constater l'inertie et la mauvaise volonté du gouvernement hova et les attaques constantes des brigands Sakalaves : les Fahavalos.

De toute évidence, les fonctionnaires indigènes étaient de connivence avec les brigands comme le montra l'attaque faite contre une concession française de mines,

où le gouvernement local avait prêté son assistance aux assaillants et où une partie du butin avait été empochée par le premier ministre.

Un conflit armé finit par éclater. En Mai 1895, un corps expéditionnaire commandé par le Général Duchesne débarqua à Majunga et, après une campagne de cinq mois, entra à Tananarive : l'île fut déclarée annexée en 1895; la reine Ranavalô dut accepter la domination française, le premier ministre fut banni et quelques autres membres du gouvernement hostiles à la France furent destitués.

Ces mesures n'empêchèrent pas la révolte d'éclater: sorte de soulèvement du paganisme contre le christianisme et, mouvement pour l'indépendance matinale. La situation se compliqua encore du fait de l'hostilité de l'opinion anglaise, en raison de l'attitude française peu amicale vis à vis des missionnaires protestants anglais.

Rapidement, ce fut l'anarchie complète : autour de Tananarive, les rebelles brûlèrent les villages, massacrèrent les Européens, détruisirent les lignes télégraphiques et pillèrent les convois à la satisfaction non dissimulée de la reine et de son entourage.

La race féodale des Hovas ne se résignait pas à se trouver écartée du pouvoir.

Le gouvernement français comprit qu'il fallait réunir pour un temps les pouvoirs civils et militaires dans les mains d'un gouvernement militaire, le choix

se porta sur Galliéni qui fut nommé Résident Général.

= Galliéni se prépara à appliquer les méthodes qui avaient réussi au Tonkin.

Il conserva la reine mais toucha à son entourage. Mais hors de l'Emyrne, il pratiqua une politique différente, car son but était de briser l'hégémonie hova. Les différentes peuplades furent constituées en états distincts et administrés par des chefs nommés et contrôlés par lui. Il décida de disloquer l'alliance de prêtres païens et de chefs de la rebellion (au nombre de 7). En refoulant les éléments de discorde, il accula trois de ces chefs révoltés jusqu'à une bande de terres de 100 Km de largeur au Nord-Ouest de l'Emyrne, devenue désertique, car abandonnée par les indigènes, en raison des pillages continuels des Sakalaves. Les rebelles n'osèrent pas se lancer dans cette région inhospitalière où les attendaient peut-être pillage et mort. Ils se rendirent : 60.000 Hovas firent leur soumission au mois de Janvier 1897.

Mais Galliéni fut alors amené à pratiquer une politique différente de celle appliquée au Tonkin : il n'avait pas de formules ~~fixes~~ fixes, mais que des méthodes se mouvant sur les circonstances, aussi révisa-t-il sa tactique. Il comprit que jamais les grandes familles, ni les chefs de révolte, ne se rallieraient vraiment à la France, tant qu'ils croiraient, par leur attitude hostile, exécuter la volonté royale. Aussi, Galliéni fit déporter la reine Ranavaloa, ce qui eut un

effet immense sur le moral des indigènes et, il alla jusqu'à faire fusiller deux ministres rebelles afin de mieux frapper les imaginations.

Successivement, les chefs rebelles firent leur soumission et, la pacification de l'Émyrne fut ainsi assurée.

Il restait à faire la conquête du reste de Madagascar et, pour cette tâche, Galliéni demanda que Lyautey lui fut adjoint.

b) - Pacification, conquête et organisation selon Lyautey.

Le 3 Mars 1897, Lyautey débarqua à Majunga. Son expérience coloniale acquise au Tonkin allait singulièrement s'enrichir : il se trouva le maître absolu sur un vaste territoire, avec une responsabilité totale, mais un pouvoir sans contrôle : vie d'administrateur-soldat, à la Bugeaud, première expérience de proconsulat.

Il reçut le tiers du Madagascar militaire occupé. Il se rendit vite compte que l'occupation progressive de l'île du centre à la circonférence, exigeait beaucoup d'opérations militaires d'où des pertes d'hommes et d'argent.

Le plateau central de Madagascar, seule partie de l'île dont l'occupation était effective, se trouvait divisé en deux territoires militaires, Nord-Est et Sud-Ouest. A mi distance, entre Majunga et la capitale, se trouvait un territoire partiellement pacifié où deux chefs rebelles tenaient la campagne, dont un ancien gouverneur royal Rabazanava, qui rendait la région

invivable.

Lyautey appliqua la méthode de Galliéni et, au lieu de porter en avant tout son monde en ligne, il opéra par colonnes convergentes. Il commença d'appliquer en même temps les principes de politique indigène acquis au Tonkin: s'attirer les chefs et s'attirer les indigènes.

Sa méthode d'investigation par colonnes convergentes ayant réussi, Rabezavana traqué, finit par se rendre : Lyautey le laissa libre et le chargea de pacifier la région où il était respecté.

Cette reddition entraîna la pacification de la zone Nord-Ouest séparant Tananarive de la côte : Lyautey avait eu raison de ne pas exiler Rabezavana; il trouva ici l'attitude humaine et réaliste qu'il adopta ensuite au Maroc vis-à-vis des grands seigneurs féodaux.

- En même temps, Lyautey faisait marcher de front conquête, organisation, pacification.

Galliéni le chargea d'ouvrir une route directe de Tananarive à Majunga, ce qui donna un vaste champ d'action à son activité constructive.

Il eut l'idée de créer dans la région traversée par cette route des centres habités par une population "artificielle". Il faisait construire un village où il installait une compagnie de tirailleurs malgaches, avec les femmes et les parents des soldats indigènes - les outils, semences, matériel indispensable étant mis à la disposition de la population - Lyautey, lui, s'occupe des progrès de l'agriculture et de l'élevage.

Ce travail d'organisation fut couronné par la

création d'une ville : Ankazobé où Lyautey put appliquer cette formule susceptible de le résumer tout entier : "faire de la vie".

"J'y eus la joie de l'"urbs condita", en faisant sortir de terre cette petite ville d'Ankazobé dont j'avais moi-même tracé le plan sur le sol et, que j'en voyais surgir, maison par maison, avenue par avenue, arbre par arbre, avec un sentiment paternel" (I)?

Cette vie active fut interrompue en 1899 par un premier retour en France avec Galliéni, parti pour obtenir des capitaux pour une voie ferrée : Tamatave-Tan~~an~~anarive et d'autres investissements.

Lyautey trouva une France décevante, divisée, surexcitée par les deux "affaires" du moment : Fachoda et l'affaire Dreyfus. C'est avec soulagement qu'il revint à Madagascar où Galliéni prit alors une décision importante : celle de placer tout le Sud de l'île sous un commandement militaire unique.

### 3) - L'essai de protectorat de Lyautey à Madagascar.

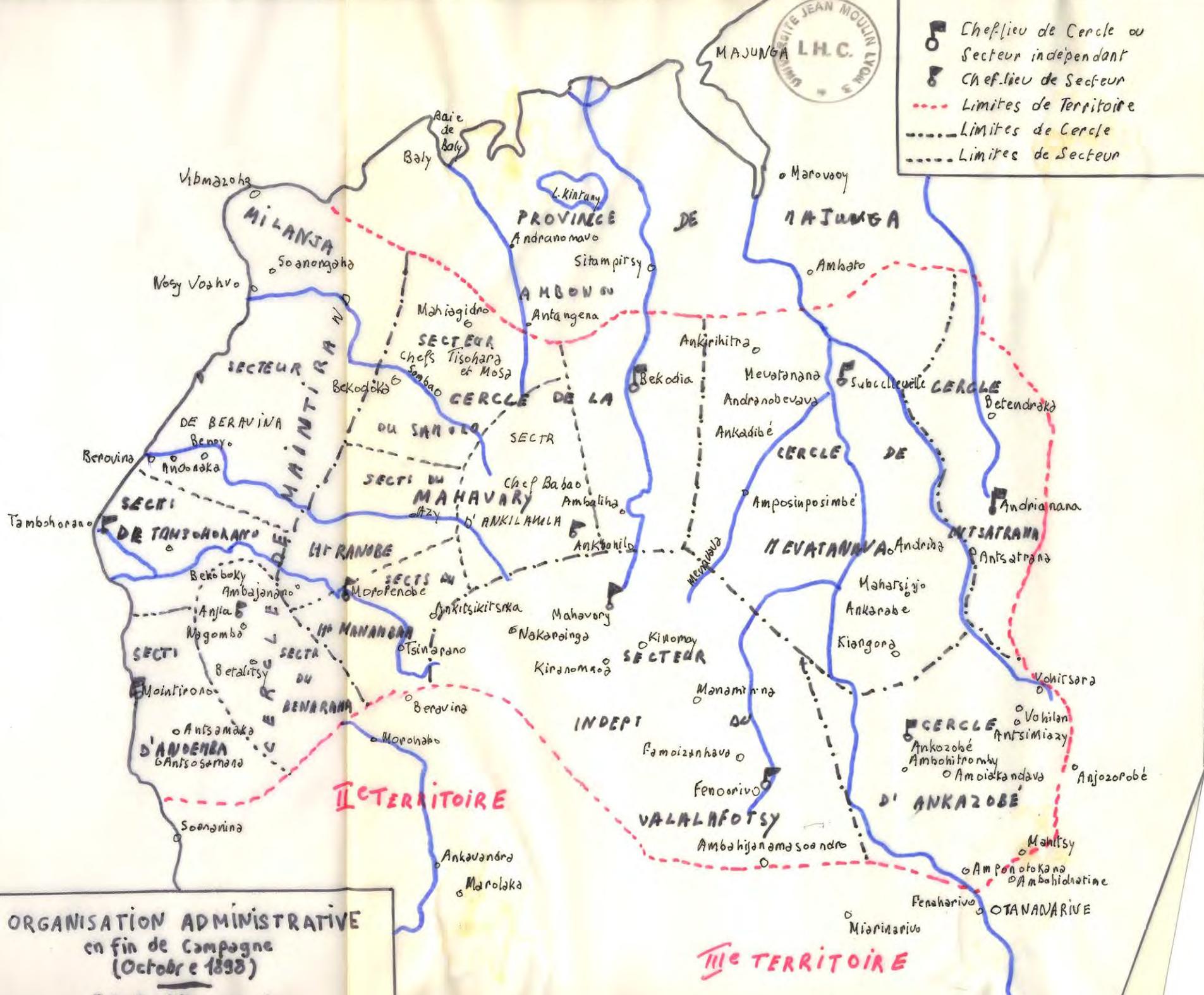
La décision de Galliéni était dûe au fait que deux zones étaient en train de devenir dangereuses pour les centres commerciaux et agricoles de la province de Farafangana. Etant donné la lenteur des communications, Galliéni estimait nécessaire de créer un commandement unique qui englobait les cinq provinces du Sud malgré l'hostilité du ministère des Colonies. C'est ainsi, en

-----

(I) - Maréchal Lyautey - lettres du Tonkin et de Madagascar - tome II - page 214.



-  Chef-lieu de Cercle ou Secteur independant
-  Chef-lieu de Secteur
-  Limites de Territoire
-  Limites de Cercle
-  Limites de Secteur



**ORGANISATION ADMINISTRATIVE**  
 en fin de Campagne  
 (Octobre 1898)  
 Echelle: 1/2.000.000

**III TERRITOIRE**

1900, Lyautey reçut un commandement de 51.200.000 Km<sup>2</sup> et un million d'habitants.

Il installa son quartier général à Fianarantsoa, capitale du Betsiléo.

Ici, la dissidence était sérieuse, d'autant plus qu'il s'agissait d'une région de forêts à pénétration difficile comme au Tonkin. Mais, au Tonkin, il s'agissait de rejeter les pirates d'où ils étaient originaires, c'est-à-dire de Chine; à Madagascar, il fallait les assimiler.

Pour la première fois, Lyautey gouverna en chef responsable de la paix. De plus, il servit d'arbitre entre colons et indigènes, ce qui enrichit ses notions de politique indigène et, fut partisan d'une collaboration comprise dans le sens d'un protectorat malgré le statut officiel de l'île. Selon lui, une annexion n'impliquait pas immédiatement le transfert des lois, règlements administratifs et, comptabilité de la métropole à la colonie. Il fallait au contraire continuer à faire "de la politique et de l'administration de protectorat", c'est-à-dire maintenir le plus possible dans leur intégrité les rouages indigènes, les institutions, les chefs traditionnels, leur laisser l'exercice direct de la police, de la justice même, de la perception de l'impôt, sous le contrôle d'un seul agent en contact permanent avec le chef, capable de s'ouvrir peu à peu à nos idées de justice, d'humanité et de progrès, c'est-à-dire à notre intervention dans ce qu'elle a de plus

bienfaisant et de plus légitime.

"Chaque fois que nous trouvons des groupements ethniques tout formés, des institutions locales, notre premier intérêt est de les sauvegarder et de nous en servir, Lorsque par maladresse, ignorance ou préjugé, nous avons détruit ces assises traditionnelles et, que nous ne trouvons plus qu'en face une poussière sociale, ce sont des années, des siècles qu'il faut ensuite pour reconstituer à notre administration, une base solide (I).

C'était un premier essai pour une organisation de protectorat à l'intérieur d'une colonie, elle-même régie par une administration directe. Lyautéy eut même l'idée d'un protectorat pour l'organisation de la colonie tout entière, mais il connaissait les immenses difficultés rencontrées par un tel projet de la part des Européens et, surtout des fonctionnaires. "Il est généralement admis que le protectorat est un régime inférieur et transitoire qui doit tendre d'une manière continue vers l'administration directe. Il semble au contraire, et c'est particulièrement le cas dans un pays comme Madagascar où la majorité de la population s'était mise en insurrection, que, si au début d'une domination, l'administration directe a pu seule, parfois donner les moyens d'actions suffisants, il y a tout intérêt après la période de conquêtes de la détendre et de l'alléger,

-----

(I) - Maréchal Lyautey - "Rôle colonial de l'armée".

et de reconstituer dans toute la mesure du possible les organismes traditionnels".(I).

D'ailleurs, "les institutions elles-mêmes ne valent que par les hommes qui les appliquent. Une bonne politique indigène est la base fondamentale de la gestion à la fois la plus économique et la plus rémunérative, de tout notre domaine colonial" (2).

Autrement dit, la valeur du chef fait celle des institutions : c'est une notion de pouvoir personnel.

- De nouveau Lyautey appliquait les méthodes qui maintenant lui étaient propres : dans un premier temps, conquête, occupation, pénétration; il reprenait les thèmes dont l'application lui était devenue familière : occupation progressive substituée à la méthode des colonnes, organisation du terrain conquis en secteurs, cercles et territoires, destruction de la piraterie, restauration de l'ordre social et de l'activité économique, identité du commandement militaire et du commandement territorial, bref une organisation qui précède l'occupation du pays, une organisation qui marche.

Ce fut à Madagascar que prirent corps les idées à l'aide desquelles Lyautey "fit" le Maroc : voir dans la route non pas la voie d'invasion, seulement mais, la voie de pénétration commerciale de demain. Au dernier stade cette colonisation par les soldats eut une autre conséquence au contact immédiat du pays; ils s'y

-----

(I) - Maréchal Lyautey - "Rôle colonial de l'Armée".

(2) - " " " " "

attachèrent et, au moment de la libération, furent vis-à-vis des indigènes "de vrais agents de surveillance et de direction".

Il fallut encore dix mois pour une occupation effective et la pacification de certaines zones.

Lyautey fut alors rappelé à Tananarive car, promesse avait été faite au ministre des colonies que dès que les circonstances le permettraient, les territoires mis temporairement sous l'autorité militaire seraient rendus à l'administration civile. Ce rappel entraîne le rapatriement de Lyautey en France, en 1902.

Il fut nommé colonel au 14<sup>ème</sup> régiment de hussards d'Alençon ; il put alors se demander, avec angoisse, si sa carrière coloniale se terminait et, s'il allait redevenir un soldat de garnison. Ecoeuré par cette perspective, il se disait prêt à prendre sa retraite, quand il fit une nouvelle rencontre tout aussi décisive que les précédentes : celle de Monsieur Jonnart, gouverneur général de l'Algérie.

Troisième Partie. Lyauté l'Africain : application des  
méthodes de politique indigène.

I) - Le Sud Oranais.

a) - La question de la frontière Algéro-Marocaine.

Cette question fut le pivot central de toutes les affaires concernant la carrière coloniale de Lyauté en Afrique du Nord.

En 1845, un traité franco-marocain spécifiait que la frontière algéro-marocaine était celle de la domination turque. Elle était délimitée de par la mer par le col de Teniet-indigène en Afrique. 200 Km. Au delà, disait l'article 4 du traité, il n'y a point de limites territoriales car "la terre ne se laboure pas".

L'erreur du diplomate français fut de considérer le désert comme inhabité, or, à 1000 Km au Sud, deux

I) - Le Sud Oranais.

groupes d'oasis très peuplés existaient.

2) - L'oeuvre Marocaine.

Ainsi, il y avait entre l'Algérie et le Maroc une zone non délimitée d'environ 1200 Km, de long, de l'ouest au Sud, sur une largeur de 2 à 250 Km, où aucun contrôle n'avait jamais existé et, où les tribus arabes et berbères vivaient depuis des temps immémoriaux dans l'anarchie et en état de luttes perpétuelles. De plus, les tribus pillards avaient leurs territoires de paysages, leurs palmeraies en Algérie, leurs repaires de défense au Maroc.

Néanmoins, le traité de Tanger fixait pour chaque

Troisième partie. Lyautey l'Africain : application des  
=====  
méthodes de politique indigène.

I) - Le Sud Oranais.

a) - La question de la frontière Algéro-Marocaine.

Cette question fut le pivot central de toutes les affaires concernant la carrière coloniale de Lyautey en Afrique du Nord.

En 1845, un traité franco-marocain spécifiait que la frontière algéro-marocaine était celle de la domination turque. Elle était délimitée de par la mer jusqu'au col de Teniet-es-Sassen, soit sur 200 Km. Au delà, disait l'article 4 du traité, il n'y a point de limite territoriale car "la terre ne se laboure pas".

L'erreur du diplomate français fut de considérer le désert comme inhabité, or, à 1000 Km au Sud, des groupes d'oasis très peuplés existaient.

Ainsi, il y avait entre l'Algérie et le Maroc une zone non délimitée d'environ 1200 Km, de long, du Nord au Sud, sur une largeur de 2 à 250 Km, où aucun contrôle n'avait jamais existé et, où les tribus arabes et berbères vivaient depuis des temps immémoriaux dans l'anarchie et en état de luttes perpétuelles. De plus, les tribus pillards avaient leurs territoires de ~~pa~~ycages, leurs palmeraies en Algérie, leurs repaires de défense au Maroc.

Néanmoins, le traité de Tanger fixait pour chaque

village la puissance dont il relevait. Ainsi le grand oasis de Figuig était attribué au Maroc. Des tribus étaient assignées à l'un ou l'autre des états contractants, avec cette particularité que chacune des deux puissances avait la faculté de suivre une tribu qui lui était soumise partout où elle se déplacerait à la recherche de l'eau et du pâturage. Ce droit de suite entraînait des complications sans fin, car le nomade ne connaît pas la notion de frontière. Les tribus relevant de l'Algérie devaient être protégées dans leurs vies et leurs biens contre les agressions et les pillages, et, pour cela, il fallait entretenir des garnisons permanentes dans le Sud.

b) - Situation du Sud-Oranais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il échappait pratiquement à tout contrôle et, le rayon d'action vers le Sud ne dépassait pas quelques 70 Km pour le poste le plus méridional : celui de Géryville. Les oasis sahariennes surtout -Gourara - Tidikelt - grands îlots fertiles, escales terrestres et commerciales entre le Soudan, le Maroc et l'Algérie, étaient dangereuses. Le Sud-Oranais formait un état demi indépendant où, en 1878, un jeune Marabout, originaire du Maroc établit sa zaouïa (centre religieux, école, hôtellerie), qui devint un repaire de mécontents. Bou Amana ne tarda pas à se prendre pour un nouveau Mahdi et, les incidents se multiplièrent, d'autant plus que le gouvernement marocain ne faisait rien pour imposer sa volonté aux tribus dépendant de lui.

En 1881, la guerre sainte fut proclamée; Bou Amana fut contraint de chercher un refuge dans les Oasis d'où il passa au Maroc, où il continua de causer des ennuis aux tribus oranaises.

La nécessité d'un contrôle militaire s'imposait.

En 1900, la France réussit à occuper In-Sahah, une des clefs du Sahara, ce qui donna lieu à un accord entre la France et le Maroc. Il fut décidé que le Maroc aurait la faculté d'établir au Sud du parallèle de Figuig des postes de douanes ou de gardes-frontières, à la limite des terrains de parcours **des** Béni Menia et des Beni Djerir et, aussi sur la rive occidentale de l'Oued Guir et, jusqu'à 15 Km au Sud d'Igli. La France avait le même droit sur la rive orientale de la rivière. Une administration commune était prévue pour les territoires entre Guir et Tousfana, tout le territoire étant marocain à l'Ouest de l'Oued Guir et français à l'Est de l'Oued Tousfana : une frontière était donc établie et, en 1902, on créa une nouvelle province dite "territoire du Sud".

Mais la sécurité était insuffisante, notamment à Aïn Sefra où les Ber<sup>a</sup>bèrès du Tafitelt n'avaient pas l'intention d'abandonner leur traditionnelles pratiques de pillage et les autorités chérifiennes n'arrivaient pas à faire régner l'ordre dans leurs tribus.

Monsieur Jonnar~~x~~t lui-même, allant reconnaître les abords de la palmeraie de Figuig, fut attaqué et faillit être enlevé dans le col de Zenaga.

Séduit au cours de sa rencontre par Lyautey et, ses

méthodes, il réussit à faire nommer ce dernier à AIn-Sefra avec une large initiative et une complète liberté d'action.

c) - Lyautey dans le Sud-Oranais.

Lyautey comprit que la première chose à faire était de détruire les repaires des pillards qui attaquaient convois et caravanes.

Il se rendit compte que la distance et la vitesse étaient les auxiliaires des pillards et, que la machine militaire normale était trop lourde pour être efficace.

Il décida de créer des unités analogues aux compagnies méharistes de Laperrine. Deux compagnies furent créées, l'une de légionnaires montés, l'autre de tirailleurs indigènes également montés.

Il créa aussi un certain nombre de nouveaux postes bien approvisionnés, munis du télégraphe et du téléphone pour servir de base à l'action de nouveaux groupes mobiles "En Afrique, on se garde par le mouvement".

Ces groupes mobiles devaient circuler constamment, en reconnaissances et en expéditions répressives, afin d'en imposer aux pillards, tandis que les postes militaires devenaient des points d'attraction pour les indigènes, car des marchés et des dispensaires gratuits y étaient organisés.

La politique indigène de Lyautey eut deux objectifs :  
- il ne s'agissait pas de lancer des colonnes contre les tribus, mais d'établir le contact avec elles et, de s'établir d'une façon qui semblait définitive. Au Sud, Lyautey décida de mener une action politique à la



manière douce, axée sur l'idée précise du centre d'attraction. - Au Nord, où sévissait Bou-Amana, il pratiqua au contraire, la manière forte et utilisa les divisions et rivalités des tribus entre elles et entre leurs chefs.

Cependant, Lyautey connut de sérieuses difficultés: son activité fut très attaquée à la chambre des députés par le parti socialiste et, en particulier par Jaurès. Néanmoins, Monsieur Etienne, député d'Oran le défendit avec vigueur.

D'autre part, l'attitude menaçante de l'Allemagne et le discours du Kaiser à Tanger gênaient la marche de la pacification.

En 1906, après la conférence d'Algésiras, Lyautey quitta le commandement de la division d'Aïn-Sefra pour celui de la division d'Oran. Dès lors, la responsabilité de l'ensemble de la question des confins lui incombait; il fit non seulement l'expérience des conflits diplomatiques, mais des difficultés internationales.

La situation des indigènes dans ces confins était alors pénible, d'autant plus qu'un nouveau prétendant (le Rogui) exerçait son autorité sur la région entre Fez et Oudjda. Lyautey était convaincu que l'anarchie règnerait tant que le Maghzen ne serait pas contrôlé. Les troubles étaient profonds au Maroc (1907 : assassinat du Docteur Mauchamp à Marrakech). En 1907, Lyautey fit occuper Oudjda; en 1908, il fut nommé haut commissaire du gouvernement français dans la région de la frontière marocaine.

Sa position était très délicate - le ministre de Tanger diplomate s'adressait au Haut Commissaire et non au Général commandant la Division d'Oran, ce dernier ne voyant pas d'un très bon oeil l'octroi de pouvoirs aussi étendus à l'un de ses divisionnaires.

A la longue, attaqué par Jaurès, soutenu puis contré par Clémenceau, Lyautey quitta Oran en 1910, pour prendre le commandement du Xème Corps d'armée.

Son oeuvre dans le Sud-Oranais incomplète par la force des choses, fut marquée des mêmes principes, sa politique indigène ne demandant qu'à trouver son application en terrain libre. Voici ce que Lyautey exigeait de ses commandants de secteur :

"Les commandements de secteur devront veiller de la manière stricte qu'il n'y ait de la part de nos troupes Européennes, aucune vexation, aucun abus d'autorité, aucune violence, aucune rapine à l'égard des indigènes, à ce que leurs moeurs, leurs habitudes religieuses, leurs zaouïas, leurs koubbas soient soigneusement respectées... Il faut bannir toute idée d'administration directe".

Ce champ libre fut offert à Lyautey en 1912 : ce fut le Maroc.

2) - L'oeuvre Marocaine de Lyautey.

Lyautey fut nommé Résident Général au Maroc le 28 Avril 1912. Il trouva une situation difficile, un pays en ébullition. Comment en était-on arrivé là ?

a) - Situation intérieure du Maroc en 1912.

On a souvent dit que le Maroc du début du XIXème siècle était la Chine de l'occident : pays refermé farouchement sur lui-même, convoité par de nombreuses puissances étrangères.

La forme de gouvernement était la suivante : des tribus constituées en fédérations avec un gouvernement central : le Maghzen qui dirigeait la politique générale du pays. Une armée du Maghzen était créée avec les levées de certaines tribus qui, en retour, recevaient des terres et étaient exemptes d'impôts.

En fait, le sultan était surtout reconnu comme chef religieux, mais son autorité de suzerain était assez limitée. On distinguait deux régions au Maroc :

- le Bled-el-Maghzen : le pays soumis, c'est-à-dire le littoral de l'Atlantique et les plaines arrosées par le cours inférieur des cinq rivières principales, habité par des tribus d'origine arabe.

- le Bled-el-Siba : le pays non soumis, c'est-à-dire la partie moyenne et supérieure des vallées et des massifs montagneux.

La population était composée d'Arabes et de Berbères (Riffains - Chleuhls, Berabers selon leur lieu d'habitation) et, aussi de Juifs. Le Maroc comptait peu de centres urbains

et il n'avait qu'une bourgeoisie peu nombreuse faite de lettrés issus de la classe de marchands. Parmi ces derniers, le sultan recrutait ses fonctionnaires.

L'entente cordiale de 1904 entre la France et l'Angleterre reconnaissait tacitement l'influence française au Maroc, mais l'Allemagne ne cessa pas de pratiquer une politique de prestige et une politique d'ingérence commerciale qui compliqua de beaucoup la situation.

Une crise du pouvoir éclata bientôt au Maroc. Moulay-Hassan, sultan de valeur, fut remplacé par son fils cadet Abd-el-Aziz. Ce dernier était sous la coupe de deux conseillers anglais très impopulaires et, l'insurrection ne tarda pas à éclater. Elle s'étendit dans toute la Chaouïa et, Abd-el-Aziz n'eut d'autres ressources que de faire appel aux Français. La révolte gagna le sud et, à l'ouest Bou Amana se fit proclamer sultan à Oudjda.

Dès lors, il y eut deux gouvernements au Maroc. En 1903, Moulay-Hafid, le demi-frère d'Abd-el-Aziz, lieutenant du Chérif à Marrakech, intrigua contre la Maghzen.

Musulman orthodoxe, très conservateur, il s'attira le respect du peuple, des grands Caïds et du plus grand d'entre eux : le Glaoui. On le poussa à déclarer la guerre sainte. En raison du scandale de la cour chérifienne avec les favoris européens son austérité n'en était que plus appréciée et, il fut proclamé sultan à Marrakech.

Des accès de xénophobie éclatèrent (1907) et, la France envoya successivement le Général Drude et d'Amade, mais les événements montrèrent vite la justesse de cet aphorisme de Bugeaud : "en Afrique, une expédition qui n'est

pas suivie immédiatement par l'occupation ne laisse pas plus de traces que le sillage d'un navire à travers l'immensité des mers".

Moulay-Hafid fut porté au pouvoir, résida à Fez, mais il ne tarda pas à opprimer le pays aidé par le grand vizir, le Glaoui, qui pressurait la population. De nouveau, la révolte éclata; Moulay-Hafid fut assiégé dans Fez par des tribus hostiles et réduit au désespoir, envoya un appel au secours à Tanger.

Le France en vint au protectorat que le sultan signa le 30 Mai 1912; ce fut alors que la rumeur circula, disant que le sultan était prisonnier des Chrétiens. Moulay-Hafid se garda bien de démentir le fait, se justifiant ainsi aux yeux de certains chefs religieux fanatiques, l'accusant d'avoir trahi son devoir.

Le 18 Avril 1912, commença la "terreur de Fez", une émeute sanglante de trois jours. Ce fut à ce moment que Lyautey arriva au Maroc.

b) - La politique indigène de Lyautey.

Une fois la ville de Fez dégagée, il restait de graves sujets d'anxiété:

- le Sud où le prétendant El-Hiba faisait de gros progrès,
- le Maroc oriental (sur les confins duquel Lyautey avait jadis commandé) occupé par des tribus hostiles autour de Taza,
- un groupe dissident, très dangereux, vivant dans les montagnes du bloc Zaïan, autour de Khenifra.

La question <sup>du Sud</sup> fut la première résolue et, Lyautey put faire son entrée à Marrakech; en 1913, le Général Henrys réduisit le bloc Zaïan et occupa Khenifra. Il restait la région de Taza,

mais la campagne que Gouraud y faisait fut interrompue par la première guerre mondiale : les succès rapides étaient surtout dûs à la politique indigène pratiquée par Lyautey : une politique destinée à s'associer d'abord le sultan, puis les cadres du pays : les grands caïds et, enfin, une politique vis à vis du peuple ; tout ceci dans le contexte du Protectorat.

= Lyautey et le Protectorat.

Le Protectorat comblait les vœux de Lyautey et, il s'en fit toujours le défenseur auprès de Français trop souvent portés à préférer l'administration directe.

Le concept juridique de la notion de Protectorat est complexe. Il y a protectorat chaque fois qu'un état plus faible demande ou subit l'aide permanente, diplomatique et militaire d'un Etat plus fort, lequel acquiert en échange et pour assurer l'exercice de ses fonctions spéciales, le contrôle de la politique extérieure du premier, que les deux états en cause soient de mêmes moeurs et de même civilisation ou non et, sans qu'aucun d'eux ne cesse de constituer une personnalité de droit international. L'état protégé conserve bien sa souveraineté : il en délègue seulement l'exercice à l'état protecteur et non la jouissance.

Lyautey eut-il personnellement une doctrine de Protectorat ? Son but fut surtout de restaurer l'état protégé. Le Protectorat lui apparut comme un expédient souple, s'accommodant de prudence et d'économie ; un système dans lequel le pays protégé gardait ses institutions, s'administrait et se gouvernait par des organes qui lui étaient propres, mais placé sous le contrôle d'une puissance européenne qui le représentait dans

toutes ses relations extérieures, assurait la direction de l'Armée et des Finances et, dirigeait la politique économique.

Son idée dominante fut bien celle d'un "contrôle" opposé à toute idée d'administration directe.

"Le protectorat à toute la souplesse nécessaire pour nous permettre de donner à un pays le maximum de développement économique et en faire la bonne affaire commerciale et industrielle qui doit être l'objet primordial de tout établissement colonial, sauf pour ceux qui n'y voient qu'une pépinière de fonctionnaires et un champ d'expérience, de règlements"...

Cette souplesse du système convenait à merveille à Lyautey. Il s'insurgeait déjà quand des profanes lui parlaient de la "méthode Galliéni" et, répondait qu'il y en avait une infinité selon les pays, les climats et les êtres... Il estimait qu'il en était de même pour le protectorat. Ennemi des familles, des classifications, il avait surtout une grande largeur de vue qui explique l'ensemble de sa politique indigène: ce fut une politique qui reconnaissait des différences de races, de génies, d'aspirations et de besoins entre les habitants d'une possession et leurs maîtres européens, et qui concluait de ces différences à la nécessité de différences entre les institutions.

A celà, s'ajoutait un respect total pour ce qui existait, lui interdisant d'instinct toute destruction. "Entre les hommes si éphémères, si changeants et les choses, le temps crée des liens, de mystérieuses amitiés et des adaptations; une manière d'être ensemble. Rien ne remplace

ce travail d'érosion et d'adaptation. Dans les vieux cadres, l'harmonie est si bien établie qu'il semble que les hommes et les choses soient faits les uns pour les autres. C'est d'une main prudente qu'il faut toucher à de telles harmonies où l'homme reconnaît le travail des générations".

Sa politique indigène fut une politique -d'égards - envers les hommes et les traditions, refusant toute méthode d'assimilation, destructrice et absurde. Toutefois, il ne s'en tint pas à ce respect envers le pays protégé; il savait aussi qu'une évolution était nécessaire. Il voulut la réaliser non pas en assimilant les indigènes à la race française, mais en les associant à l'oeuvre de reconstruction. "Chez nous, presque tout ce qui est administratif cède plus ou moins à la tendance de regarder l'indigène comme de race inférieure; comme quantité négligeable : il est urgent de crier casse-cou".

Toutes ces raisons lui firent apprécier et défendre le protectorat; il ne manque jamais de souligner qu'il ne s'agissait ni d'une façade, ni d'un régime transitoire, mais d'une réalité scellée par le parti franco-marocain. C'était le seul qui permettait l'association, la collaboration de deux races, ce que l'on a appelé à juste titre "un accord de volonté entre deux peuples". Un premier exemple de cette association fut l'attitude de Lyautey face au sultan.

= Lyautey et le sultan.

Lyautey pensait que l'action civilisatrice consistait à étayer fortement le pouvoir central autochtone.

Dès son arrivée, il s'employa à rehausser le prestige du sultan depuis des siècles chef respecté de l'Empire et khalife vénéré des croyants.

Mais le protectorat était une coopération qui "exigeait qu'on soit deux" et visiblement, le sultan Moulay-Hafid n'avait pas envie de coopérer. Devenant de plus en plus fanatique et névrosé, il fallut le décider à abdiquer et, il fut remplacé par son demi frère Moulay-Youssef. Dès lors, Lyautey essaye de le faire respecter à l'intérieur et à l'extérieur de son royaume.

«A l'intérieur. En 1925 Lyautey, <sup>estime</sup> qu'une des raisons de sa réussite au Maroc était d'avoir agi comme mandataire du sultan, de celui au nom duquel on dit la prière."En pays d'Islam, en raison de l'indivisibilité de la loi civile et de la loi religieuse ayant toutes deux pour bases, le Koran..."

Pour Lyautey, le respect de la personne du sultan et de son influence spirituelle étaient des questions identiques. Il le répéta en toutes circonstances et cette idée maîtresse ne le quitta plus.

"Le Sultan est l'Iman couronné, souverain politique, mais avant tout chef religieux que tous les Musulmans du Maghreb et même au delà regardent comme le seul vicaire légitime de l'Islam sur la Terre".

Mais il ne s'agissait pas seulement de faire revivre autour du Sultan les anciennes traditions et le vieux cérémonial de cour. Pour que cette conception fondamentale de l'Islam puisse être universellement reconnue des fidèles, il fallait que l'émir des Croyants devint puissant par lui-même et joignit au pouvoir spirituel un pouvoir militaire effectif,

indépendant.

Or cette double condition, depuis l'établissement du Protectorat au Maroc, c'était le sultan de Constantinople qui seul des souverains musulmans, la remplissait dans son intégrité.

Aussi la meilleure garantie de leur Emir, aux yeux des fidèles c'était le respect de sa personne et de son autorité par les Français et le Résident Général lui-même : Lyautéy s'en fit un devoir constant. Il ne se contenta d'ailleurs pas de respecter jalousement le pouvoir spirituel du sultan ; il apporta son aide à l'organisation du pèlerinage de La Mecque et chercha un appui non seulement sur l'Islam, l'officiel, mais sur les confréries religieuses, en cherchant à attacher certaines d'entre elles à la cause française, sur les "Zaouïa" de saints locaux et sur les familles de chorfa dont l'influence religieuse se perpétua grâce à la baraka méritée du prophète ou d'un marabout.

Ce respect de l'Islam et de la personne du Sultan en temps que chef religieux ne fit pas oublier à Lyautéy l'importance du rôle politique de ce sultan.

De toute évidence, Lyautéy entendait bien contrôler et surtout diriger l'oeuvre politique du sultan.

C'est ainsi, en 1912, qu'il ne put tolérer l'attitude de Moulay-Hafid qui n'avait pas l'intention de l'aider à rétablir l'ordre. Au nouveau Sultan, loyal cette fois, il s'agissait de confirmer toutes les prérogatives dues à son titre.

Il fallait restaurer son autorité interne donc ne prendre aucune mesure pouvant la contrecarrer.

Ainsi, il était hors de question de faire au Maroc de l'administration directe. De plus, Lyautey s'insurgea contre tout projet d'application des lois métropolitaines : au point de vue juridique, le chef de l'Etat était le seul habilité pour promouvoir les textes législatifs applicables dans son pays. Lyautey s'attacha d'autant plus à faire respecter ce principe qu'il se doublait toujours de celui de la Souveraineté religieuse. Un exemple précis se posa en 1915 : le gouvernement Français essaya de déposer une loi tendant à faciliter aux militaires et aux anciens militaires des trois pays d'Afrique du Nord, l'accession à la qualité de citoyens Français. Lyautey déclara ce projet inapplicable au Maroc, car c'était une atteinte directe portée à la souveraineté du sultan. "Le Sultan a seule qualité pour légiférer au Maroc dès qu'il s'agit de ses sujets, lesquels sont des ressortissants non seulement politiques, mais encore religieux".

Ce fut pour cela également qu'il refusa de faire afficher au Maroc la déclaration des Droits de l'Homme et, de faire admettre que la souveraineté réside dans la Nation, que la Loi est l'expression de la volonté générale, alors que la constitution du Maroc était fixée depuis des siècles sur la seule autorité du Sultan et, que le statut personnel des Marocains était précisé par la loi religieuse.

Il est bon de préciser que Lyautey exerçait ses pouvoirs à double titre: comme représentant de la République Française et comme ministre du Sultan. Il devait veiller à l'observation du traité de Protectorat; c'était en cette qualité qu'il

approuvait et promulguait les décrets du sultan. Comme ministre du Sultan, il était chargé des Affaires Etrangères, entre le Maghzen et les puissances : seul intermédiaire. Il était aussi Ministre de la Guerre, commandant en chef de l'armée chérifienne. Ainsi, on peut à juste raison parler du proconsulat de Lyautey au Maroc, le terme est exact.

Il se trouvait donc au coeur de l'Etat Marocain, auprès du sultan dont il voulait refaire une puissance, non seulement à l'intérieur de son royaume, mais aussi à l'extérieur.

- A l'extérieur, il suffit de voir son comportement intransigeant vis-à-vis du Maroc espagnol et de la question de Tanger : il n'oublia jamais que le Maroc n'était pas une vague entité, mais un état historique et indépendant et, qu'il continuait en droit international à être indépendant sous le régime de Protectorat. Lyautey entendit sauvegarder l'autorité du sultan à Tanger et à Tétouan, où ce dernier délégua seulement ses pouvoirs à un khalifat nommé avec son assentiment : la question de l'autorité religieuse de l'Iman couronné ne pouvait être séparée du problème politique. Dans ce cas précis, Lyautey se fit le porte-parole du sultan. Il ne cessa d'ailleurs jamais de revendiquer pour le sultan les droits que lui conférait son titre : ainsi à la Conférence de la Paix en 1920.

En fait, on peut se demander quel était le rôle réel du sultan ? Il signait les cahiers et toutes les mesures administratives étaient prises en son nom. Mais, il avait peu de pouvoir, car il était trop à l'écart des pouvoirs publics

malgré l'effort de Lyautey pour le mettre au contact avec la réalité. Son Maghzen, à qui il déléguait en théorie son pouvoir, en avait bien plus que lui.

2) - Lyautey et les chefs marocains.

Au Tonkin, Lyautey avait compris qu'il fallait gouverner "avec le mandarin" et à Madagascar, il s'était servi des grands chefs féodaux pour pacifier le pays.

Au Maroc, il fit de même avec le Maghzen central tout d'abord, puis vis-à-vis des grands féodaux marocains : les caïds.

- Le Maghzen central était dominé par le rôle capital des vizirs et par le grand vizir. Rien ne fut changé. En 1916, Lyautey disait aux notables indigènes : "Le Maghzen fortuné, les chefs héréditaires et les pachas forment autour du sultan comme une couronne éclatante de bijoux précieux et, vous savez tous avec quel soin je m'attacherai toujours, ainsi que tous ceux qui collaborent avec moi, à ce que les rangs et les hiérarchies soient conservés et respectés, à ce que ceux qui sont les chefs naturels commandent et, à ce que les autres obéissent".

On supprima des viziriats devenus inutiles, on en créa de nouveaux et on y ajouta deux cours d'appels. Les ministres étaient toujours choisis par la faveur du sultan et toujours pris dans un petit nombre de grandes familles appelées à fournir, par tradition, les hauts dignitaires de l'Etat.

- Le gouvernement des caïds, pachas et cadis fut également maintenu, dans ses formes traditionnelles.

Dans le Sud du Maroc, l'organisation était encore féodale et le rôle des caïds prépondérant. Les plus puissants appartene-

naient à la famille des Glaoui "seigneurs de l'Atlas", maîtres de la terre mais aussi des paysans habitant ~~sur~~ sur leurs fiefs.

Que faire de cette féodalité ? Lyautey décida de la mettre dans ses intérêts, de s'assurer de sa fidélité et de son concours.

"La question la plus importante est celle des grands Caïds, car c'est de leur concours, de la reconstitution de leurs forces, de la loyauté de leur appui et de l'efficacité avec laquelle ils tiendront l'Atlas et les cols que dépend la possibilité pour nous de tenir le pays avec des effectifs restreints".

Jusqu'au protectorat, les grands caïds étaient omnipotents, leur retirer d'un coup leur omnipotence, leur imposer sans ménagement un contrôle plus étroit aurait provoqué des désordres graves ou tout au moins, aurait éveillé leur méfiance.

"Les grands caïds doivent tous rester à leur place et continuer à être utilisés aujourd'hui comme hier.

Toutefois, nous établirons progressivement un contrôle d'abord très large, puis de plus en plus étroit sur leur commandement, n'intervenant qu'avec la plus grande circonspection dans les affaires purement indigènes et réservant toute notre action pour servir les intérêts européens".

Lyautey fit des recommandations précises aux fonctionnaires français en rapport avec les autorités indigènes :

- ce sont les Caïds qui administrent leurs tribus: il faut se borner à les "contrôler", mais :
- ce contrôle doit être efficace,
- il faut contraindre les grands caïds à prendre des mesures

de police nécessaires sur leurs territoires;

- il faut traiter les Caïds et les autres fonctionnaires du Maghzen avec beaucoup de considération extérieure, afin de ne pas affaiblir leur autorité et de ne pas donner prise aux agitations xénophobes en donnant aux populations l'impression du mépris de l'autorité musulmane;

- il faut surveiller de près leurs gestions.

Les fonctionnaires chargés de cette mission délicate, officiers d'affaires indigènes et contrôleurs civils étaient très souvent des disciples de Lyautey.

La politique de ce dernier était servie par les nombreuses rivalités existant entre caïds. Dès 1913, des résultats satisfaisants étaient enregistrés. C'était un des aspects les plus délicats de la politique indigène de Lyautey, les plus difficilement applicable-mais un des plus constructifs. L'attitude de Lyautey vis-à-vis du peuple marocain le fut tout autant.

#### 2)- Lyautey et le peuple marocain.

Là encore et plus que jamais, la politique indigène préconisée par Lyautey était une politique de contact, de respect, de coopération, un effort pour s'abstraire du préjugé européen. Il écrit à propos de ce projet français de 1915 dont nous avons déjà parlé : "l'erreur de base du projet est de regarder que le plus haut témoignage que la France puisse décerner, c'est d'accorder ce qu'elle considère comme étant le plus précieux : la nationalité française. Or pour que ce témoignage ait son prix, il faut qu'il y ait réciprocité : ce qui n'est pas".

Lyautey essaya de sauvegarder la vie économique traditionnelle très complexe d'un pays où voisinent paysans attachés au sol, cultivateurs et pasteurs demi-nomades, transhumants, grands nomades et citadins.

Il fallait d'abord assurer le respect des biens et des personnes et, distinguer en droit les biens inaliénables des tribus inaliénables, les terres collectives des tribus, soumises à l'administration qui peut en disposer pour la colonisation et les biens habous, dont les revenus étaient affectés à des fondations pieuses, dont Lyautey confia l'administration à un ministère spécial. Il fit délimiter le domaine de l'Etat. Il tenta aussi de ranimer les corporations décadentes; dès 1913, il ordonna une enquête sur les industries locales et multiplia même en pleine guerre les expositions destinées à faire de la publicité aux produits marocains et institua un service des arts indigènes.

Mais le but de Lyautey était, tout en maintenant les vieilles structures, de faire évoluer le Maroc, de lui faire connaître la civilisation matérielle de l'Europe et lui permettre aussi d'en saisir l'esprit.

Le rajeunir tout d'abord dans son corps et dans son esprit par la médecine et l'enseignement, faire évoluer son économie et ses conditions de vie, c'était les buts de Lyautey vis-à-vis du peuple.

- Lyautey s'était attaché, dès 1913, à créer un cadre de médecins et d'infirmiers, à mettre au point l'assistance médicale indigène, à lutter contre le typhus et le paludisme et, à former des groupes sanitaires mobiles destinés à aller chercher le malade souvent réticent.

- Rajeunir le pays par l'enseignement : "c'est par les écoles que nous formerons une élite apte à s'associer à nous et à former la substance vivante du personnel de Protectorat".

La formation de cette élite était complexe et dangereuse. "Nos bienfaits - en admettant que ce soit tous des bienfaits - peuvent se retourner contre nous".

Aussi Lyautey se montra prudent : l'enseignement populaire devait surtout être pratique car destiné aux futurs paysans et artisans; l'enseignement secondaire était réservé aux fils de notables. Il songeait à associer les plus cultivés des Musulmans aux travaux de l'institut des hautes études marocaines, début d'une université franco-musulmane, tandis que la Karaouiyne à Fez formait les juristes destinés à l'administration marocaine.

Mais Lyautey se méfiait des gens à diplômes et entendait maintenir l'administration traditionnelle chérifienne; il admit cependant, qu'une élite soit associée à l'action du gouvernement. C'est dans cet esprit que furent créés en 1919 les sections indigènes des chambres consultatives mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie destinées "à faire appel à la collaboration des personnes, notables et éclairés et, à les faire participer aux travaux de groupements français qui contribuent à l'essor du développement de l'Empire".

Dans l'idée de Lyautey, l'évolution du Maroc devait résulter moins de réformes internes que du contact entre le Maroc traditionnel et la vie administrative et économique européenne.

- La nécessité du développement économique était impérieuse et, selon Lyautey c'était un des ressorts de la politique de protectorat : occuper les Marocains par de grands travaux publics, les enrichir sous forme de salaires, donc les attacher d'une manière efficace à la nation protectrice car "tout chantier vaut un bataillon".

Cette oeuvre de Lyautey, oeuvre créatrice, fut une de ses plus grandes joies.

Ce fut lui qui fit triompher l'idée d'un port moderne à Casablanca et qui le voulut grand. Il créa Kenitra, améliora les autres ports, accéléra la construction de pistes et de routes joignant les capitales, les villes, les ports, les marchés. Elles précédaient le chemin de fer, la voie de 0,60m précédant elle-même la voie normale. Ports et voies de communications permettaient de construire <sup>avec</sup> l'urbaniste Prost des quartiers nouveaux à l'écart des médinas, afin de ne gêner ni les uns, ni les autres. Ces travaux favorisaient la mise en valeur du pays et attiraient les colons sur le domaine de l'Etat. Ils se présentaient si nombreux que les lots de 2 à 400ha devinrent bientôt insuffisants; il fallut en gagner sur les terres collectives et l'on dut faire une sélection serrée de candidats.

Une législation minière très libérale favorisait la prospection ; Le Maroc s'annonçait riche. Mais Lyautey eut soin dès que la valeur des gisements de phosphates de Kouribga eût été reconnue, de faire réserver à l'état chérifien la prospection et l'exploitation des phosphates du pays, exploitation confiée à un officier fonctionnant comme une société privée mais sous le contrôle de l'Etat.

Des industries modernes transformant les produits agricoles et même miniers s'installèrent. Enfin pour faire connaître les produits marocains, pour vendre, des offices créés à Paris et d'autres grandes villes assurèrent en pleine guerre la participation du Maroc aux foires de Lyon, Bordeaux ou Paris et aux expositions internationales. Car, le Maroc recherchait lui aussi des débouchés à l'étranger; il s'ouvrait à l'économie internationale.

L'ensemble de la politique indigène de Lyautey : sa conception du protectorat, son attitude vis-à-vis du Sultan, des cadres traditionnels et du peuple, avaient donc eu deux buts: <sup>pacifier</sup> pratiquer, conserver et faire évoluer. Il est temps de nous interroger sur les résultats d'une telle politique et aussi sur les événements qui vinrent l'ébranler puis la faire chanceler.

C) - Le bilan de la politique indigène de Lyautey.

I) - Les conséquences de la guerre 1914-1918 sur l'oeuvre de Lyautey.

La guerre de 1914-1918 aurait pu compromettre à jamais l'oeuvre amorcée par Lyautey. En réalité, le choc fut rude. L'entrée en guerre de la France signifiait pour le Maroc :

- une réduction des moyens militaires ("C'est en Lorraine que se joue le sort du Maroc"); or, en 1914, la pacification avait à peine mordu sur la montagne.
- un ébranlement de la confiance dans la force et l'avenir de la France;
- l'entrée en ligne successive de tous les pays islamiques et leurs succès;
- la solidarisation de l'Allemagne avec l'Islam.

Mais, heureusement, il existait au moins deux facteurs favorables :

- le manque total d'intérêt des masses quant aux questions politiques, les intérêts matériels restant la préoccupation dominante;
- l'autonomie du khalifat religieux du Maroc.

Lyautey décida de tirer parti le plus possible de ces deux éléments favorables : maintenir la masse dans son indifférence, favoriser les intérêts matériels, essayer de convaincre la masse de la force française, même en "bluffant".

Si aucun soulèvement intérieur ne se produisit Lyautey l'attribua à l'exécution des mesures suivantes : expulsion immédiate de tous les Allemands résidant au Maroc, mise en jugement de ceux qui auraient comploté contre la France, expulsion de Tanger des ministres d'Allemagne et d'Autriche; disparition du drapeau allemand dans les ports, présence de 8000 prisonniers de guerre allemands sur les chantiers publics, incorporation sur place des réservistes territoriaux (mesure qui frappa les indigènes), plus le maintien des avant-postes sur le front de l'Atlas.

Puis, Lyautey entreprit une politique économique de guerre.

Il rédigea un programme de "moyens supplétifs de l'action militaire" fondé sur le principe déjà cité que "tout chantier vaut un bataillon".

Il favorisa les manifestations commerciales dans deux buts : remplacer le commerce austro-allemand par le commerce français et préparer le développement économique futur. Il s'agissait de démontrer aux indigènes que le commerce allemand



n'était pas indispensable à leur bien être et qu'il était possible de trouver tout ce qui leur était nécessaire en France. L'exposition horticole de Casablanca en 1915 fut un succès.

Plus que jamais il fallait assurer aux indigènes l'inviolabilité de leur statut personnel. Ce fut aussi à ce moment là qu'il fit revivre l'activité des conseils élus; conseils municipaux, communaux et conseils de tribus parce que c'était la seule façon d'intéresser directement les indigènes à la gestion de leurs intérêts.

Il faut remarquer que durant tout cette sombre période, Lyautey fut assuré de la coopération absolue du Sultan. Il réussissait à maintenir le Maroc; ce fut un des résultats les plus immédiats et les plus heureux de sa politique indigène.

En 1917, Briand lui demanda s'il pouvait sans inconvénient pour le Maroc, accepter le poste du ministère de la Guerre. Lyautey n'y vit pas d'objections, à condition que l'intérim soit donné au Général Gouraud. Cela lui fut accordé et il partit en laissant une dernière recommandation à son remplaçant, toute simple mais reflétant toute sa politique indigène : "Je me résume, ne les embêtez pas".

## 2) - La fin du proconsulat : 1918 - 1925.

= Lyautey ne resta pas longtemps en France comme ministre de la guerre : parti à la fin de 1916, il fut de retour dans son "royaume" le 20 Mai 1918. Il démissionna rapidement devant l'hostilité de la Chambre<sup>e</sup> / des socialistes surtout, d'ailleurs profondément écoeuré par la division et la discorde régnant dans les hautes sphères gouvernementales à un moment si grave pour le pays.

Notre but n'est pas d'étudier cet évènement; on se demande encore à l'heure actuelle s'il fit exprès de provoquer l'hostilité de la Chambre, ou au contraire s'il fut réellement surpris par l'accueil qui lui fut fait. De toutes façons, depuis fort longtemps, il y avait incompatibilité d'humeur entre Lyautey et le régime parlementaire, Lyautey préférant de beaucoup son Maroc où des pouvoirs presque absolus lui étaient dévolus.

Or, peu à peu, ce Maroc redevint une source de difficultés et, en 1925, il était de nouveau en insurrection. Comment en était-on arrivé là après 13 ans de rénovation et après avoir essuyé sans s'écrouler le choc de la grande guerre ?

W = en 1924, seules restaient dissidentes, les tribus de la frontière espagnole, au nord de Fez, quelques tribus de la montagne, au sud de Marrakech et, dans l'est, les tribus de la tâche de Taza, réduites à un îlot montagneux.

La pacification du Maroc avait été obtenue autant par la persuasion et la conquête morale que par la force. Les tribus n'avaient pas été désarmées, elles avaient conservé leurs chefs et leur vie autonome. C'était un remarquable succès de la politique de pénétration.

Mais à la suite de circonstances imprévisibles, il était plausible qu'elles vinssent se soulever en bloc comme elles s'étaient soumises en bloc. Lyautey le craignait mais nul agitateur n'avait pas encore réussi; par faute de moyens et de conseils. Or, il se trouva un Musulman intelligent et "moderne", bien armé, qui réussit bientôt à exercer une vraie dictature sur sa région d'origine : le Rif et à regarder en

direction de Fez dont les richesses avaient toujours été un centre d'attraction pour les tribus de la montagne.

Les Riffains commencèrent par battre les Espagnols en 1921. Or, si on laissait la riche vallée de l'Ouergha et les tribus agricoles, pacifiques qui l'habitaient, tomber entre leurs mains, Fez était en danger. Abd-el-Krim parlait déjà de s'y installer comme sultan et dans le Rif, on disait la prière en son nom.

La première attaque eut lieu le 13 Avril 1925 contre la Tribu tampon des Béni-Zerouaf qui ~~faux~~ fut vaincue. La situation s'aggrava rapidement mais paraissait stabilisée en Juillet. Mais à ce moment là, le commandement des opérations passa entre les mains d'abord du général Naulin, puis du Maréchal Pétain. Le 24 Septembre, le Maréchal Lyautey donna sa démission : son oeuvre marocaine était terminée.

Avant de tirer des conclusions sur sa politique indigène, nous allons essayer de voir brièvement de quelle façon elle a marqué le Maroc.

### 3) - Le Maroc de Lyautey.

Malgré la crise riffaine, ce fut un Maroc rénové que laissa Lyautey en 1925. Il faut remarquer qu'il fut servi alors par une chance rare : le respect des traités internationaux, une politique de protectorat qui correspondait parfaitement aux idées de Lyautey. De plus, il avait trouvé un pays complexe, endormi mais riche de ressources; prêt à être modelé et à garder une empreinte. Lyautey fit du Maroc le pays des contrastes mais peut-être aussi des contradictions.

- Le sultan garda un absolutisme archaïque et son

Maghzen central resta une caste profitant de la conservation des traditions pour sauvegarder ses prérogatives. Le recrutement des agents de l'autorité et leur contrôle étaient soumis à des règles trop peu précises. A côté d'une administration française fut placée devant des tâches très lourdes et sans cesse plus complexes : à l'association supposée par le protectorat se substitua par la force des choses une administration directe toute puissante.

- Une contradiction existait aussi entre le vieux Maroc et le nouveau : Lyautey entrouvrit à une minorité les portes de l'enseignement secondaire. Toutefois, cette minorité accrue avec les années ne trouva pas de place dans le vieux Maghzen, pas plus que dans l'administration du Protectorat.

- enfin, une contradiction entre l'économie traditionnelle et l'économie européenne. Malgré toutes les précautions prises la première fut ébranlée ; dramatique situation agricole de certaines tribus, dramatique aussi la décadence des corporations urbaines que Lyautey voulut sauver.

Enfin, malgré les mesures prises avant la grande guerre pour favoriser le crédit indigène, créer des coopératives, pratiquer une colonisation indigène, préciser les droits des tribus, l'Européen prit vite aux yeux du Marocain l'allure d'une exploitation <sup>eur</sup> et il eut le sentiment souvent justifié que cette mise en valeur du Maroc profitait aux hommes d'affaires de Fez et de Casablanca ou aux banques étrangères.

La politique d'association fit merveille tant que Lyautey fut là pour la pratiquer, l'évolution qui a suivi n'a pu que la modifier. Il nous reste surtout à dégager et à retenir maintenant l'aspect profondément humain de sa politique indigène.

CONCLUSION

---

Lyautey ennemi des formules et des méthodes, nous a cependant laissé une doctrine de politique indigène. Il ne l'inventa pas; récemment, elle venait d'être appliquée par Bugeaud, Faidherbe et Galliéni; elle était dans sa signification profonde aussi vieille que celle qui était pratiquée parfois au temps de l'impérialisme romain. Mais, il eut la chance d'être le dernier de nos colonisateurs à la recevoir et de trouver pour cela un pays à sa mesure : le Maroc.

X Cette méthode consistait tout d'abord à pacifier le pays à coloniser : Au Tonkin, les pirates s'abattaient sur les rizières, au Maroc les luttes entre tribus paralysaient la vie du pays. La méthode de pacification était une tactique imposée par des règles inspirées de la psychologie indigène; elle fut formulée et appliquée très habilement par Lyautey. Il fallait :

- manifester la force pour ne pas être obligé de s'en servir,
- se garder par le mouvement,
- substituer aux lourdes colonnes purement militaires des "groupes mobiles" destinés à faire régner l'ordre et à familiariser les habitants avec la présence européenne;
- remplacer les camps retranchés par des postes d'où rayonne une activité économique et politique qui, au lieu d'être des centres de "répulsion" devenaient des centres d'attraction.

Mais le meilleur effort d'adaptation était de comprendre que dans une campagne de pacification, toute

opération militaire devait avoir une fin politique. Il ne s'agissait pas d'écraser l'adversaire, d'obtenir des résultats purement stratégiques, ce qui aurait ruiné le pays et lui aurait oté toute valeur d'avenir; il suffisait d'influer par des faits militaires sur la marche des négociations, de les engager le plus tôt possible en pleine action, de chercher les points faibles du bloc adverse, les conflits latents, de lier partie avec les éléments fléchissants, de provoquer la fissure des alliances.

= Enfin, il fallait mener de front l'organisation et la pacification.

L'ensemble formait une progression lente, sans faits d'armes où le pur militaire n'avait pas de place.

Politique indigène soit, mais d'abord et avant tout et c'est ce qu'il en reste à l'heure actuelle, une politique humaine, un "humanisme colonial", malgré le côté aristocratique, étroit de certaines vues au Maroc notamment.

Le philosophe hindou Rabindranath Tagore visitant l'Europe disait : "Je vous en supplie, ne nous envoyez pas que des formules administratives et des machines avec les instruments qui s'y rapportent, envoyez-nous des âmes".

Lyautéy y apporta non seulement son âme, mais toutes ses forces créatrices et cet intérêt passionné qu'il porta toujours à l'Homme individuel, avec un sens aigu des relativités. Resté en place et placé devant la nécessité d'évoluer encore il aurait sans doute orienté sa colonie vers un statut voisin des Etats décolonisés d'aujourd'hui et

l'incubation des idées, des méthodes et des techniques occidentales aurait pu s'opérer sous notre tutelle au lieu de s'accomplir dans l'opposition.

"La politique dont on a bien voulu me faire quelque mérite, qu'il s'agisse d'Indochinois, de Malgaches ou de Marocains s'est toujours inspirée de cette idée qui animait mes collaborateurs comme moi-même, c'est que la première condition pour conquérir les hommes, ce n'est pas la force mais la persuasion, c'est que entre les hommes si divergents qu'ils paraissent être en France d'opinions politiques et religieuses, si différents de races, de religion, de coutumes qu'ils soient hors de France, il y a presque toujours entre eux des dénominateurs communs qu'il s'agit de dégager".

N'est-ce pas là l'essentiel et le plus durable de ce que fut la politique indigène de Lyautey ?

-----

Table des des figures

-----

- Carte de l'Indochine Française	page : 11
- Carte du Tonkin -zone des pirates-	page : 20
- Carte de Madagascar	page : 33
- Carte du Maroc	page : 43

## BIBLIOGRAPHIE

-----

### = Maréchal Lyautey.

- Du rôle social de l'officier. Revue des deux Mondes. Paris 1891 - (réédition tronquée avec la préface du Général Weygand 1935).
- Lettres du Tonkin et de Madagascar (2 volumes) Paris 1920 - Editions Armand Colin.
- Du rôle colonial de l'armée 1900 - (reproduit en guise de conclusion aux Lettres du Tonkin et de Madagascar).
- Paroles d'action. Madagascar - Sud-Oranais - Oran - Maroc - (1900 - 1926) - Paris 1927.

### = Ouvrages généraux.

- Publié sous la direction de C.A. Julien dans la collection "Colonies et Empires": les Techniciens de la colonisation. Tome I - Paris 1947 - Editions P.U.F.
- Hardy Georges :
  - 1) - les grandes étapes de l'histoire du Maroc - Paris 1922 - Editions Larose.
  - 2) - Nos grands problèmes coloniaux Paris 1933 - Editions A. Colin.
- Ayache Henri - Le Maroc, bilan d'une colonisation Paris 1956 - Editions Sociales.
- Brunschwig Henri : Mythes et réalités de l'impérialisme colonial Français. Paris 1962.

### = Ouvrages consacrés au Maréchal Lyautey.

- Britsch Amédée - Le Maréchal Lyautey, le soldat, l'écrivain, le politique - Paris 1921.

TABLE DES MATIERES

-----  
Table des des figures

<u>Introduction</u>	page : 1 à 2
<u>Première partie : la formation de Lyautey</u>	page : 3 à 10
- 1) - Ses origines familiales	page : 3 à 4
- 2) - Du rôle social de l'officier	page : 5 à 8
- 3) - La politique coloniale française à la fin du XIXème siècle	page : 8 à 9
- Carte du Maroc	page : 10
<u>Seconde partie : Lyautey à l'école de Galliéni.</u>	page : 11 à 35
- 1) - Le Tonkin	page : 11 à 26
- 2) - L'expérience Malgache	page : 26 à 36
<u>Troisième partie : Application des méthodes de politique indigène en Afrique</u>	page : 37 à 64
- 1) - Le Sud Oranais	page : 37 à 42
- 2) - L'oeuvre Marocaine	page : 43 à 64
A) Situation intérieure du Maroc en 1912	page : 43 à 45
B) La politique indigène de Lyautey	page : 45 à 59
C) Bilan de la politique indigène de Lyautey	page : 59 à 64
<u>Conclusion.</u>	page : 65 à 67

Bibliographie - suite -

- Maurois André : Lyautey - Paris 1935 - Librairie Plon.
- Howe Sonia - Lyautey du Tonkin au Maroc par  
Madagascar et le Sud-Oranais - Londres 1938.
- Postal Raymond : Présence de Lyautey - Paris 1938.
- Espérandieu Pierre : Lyautey et le Protectorat.

-----